



CENTRE AFRICAIN D'ETUDES SUPERIEURES EN GESTION

Boulevard du Général De Gaulle - BP : 3802 Dakar (Sénégal) - Tél : (221) 33 839 73 60 - Fax : (221) 33 821 32 15

Institut Supérieur de Management des Entreprises et autres Organisations (ISMEO)



MEMOIRE DE FIN DE CYCLE
Master Professionnel en Sciences de Gestion
Option : Création d'Entreprises et Gestion de Projets

Deuxième promotion 2006/2007

SUJET :

Etude participative de mise en place d'un projet pilote de lutte contre la pauvreté dans le département de Podor : Identification, diagnostic participatifs

Bibliothèque du CESAG



109768

Elaboré par :
M. Omar SECK

Sous la direction de :
M. Ibrahima M. FALL

Avril 2011

DEDICACES

Je dédie ce travail à

MA FEMME et MES ENFANTS, pour sa compréhension et sa patience légendaire

MA MERE, pour ses nombreuses vertus et qualités

MON DEFUNT PERE, pour les valeurs qu'il nous a inculquées

MES FRERES ET SCEURS, Astou, Adama, Awa, Cheikh, **Aminata que DIEU**

l'accueille au paradis, Mariama, Babacar, pour leur soutien permanent

MES NEVEUX ET NIECES, pour l'affection qu'ils portent à mon endroit

TOUS MES COUSINS ET COUSINES, pour leurs nombreux encouragements

BIBLIOTHEQUE

REMERCIEMENTS

A l'issue de ce travail, je tiens à remercier

✓ **Mes amis et camarades de classe tout particulièrement :**

Awa DIAKHATE

El Hadji Ibrahima NIANG

Khary GUEYE

Amadou Baba DIALLO

Bocar THIAM

Cheikh Mohamed Tidiane POUYE

Ifrah ABASS DJAMA

✓ **Les professeurs et le personnel administratif de l'ISMEO, en l'occurrence :**

Ahmadou TRAORE, Professeur personnel et ancien Directeur de l'ISMEO.

Boubacar AW, Professeur et Chef de Département MASTER de l'ISMEO

Ibrahima Mboulé FALL, Professeur à l'ISMEO

Oumar Hamidou ONGOIBA, Assistant de programme

Dacoumba SARR, Assistant de programme

Malamine SAVANE, Professeur et Consultant en gestion de projets

✓ **Les techniciens de l'audio visuel et de la reprographie du CESAG**

Catho SOW

Alpha DIALLO

Prosper KOFFI

Malick SECK

Massokhna TORPE

24 mai 2010

ACRONYMES

ACDI	Agence Canadienne pour le Développement International
ANCAR	Agence Nationale de Conseils et d'Assistance Rurales
ANSD	Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie
ARD	Agence Régionale de Développement
ASC	Association Sportive et Culturelle
ASCOM	Assistant Communautaire
AVD	Association Villageoise de Développement
BIT	Bureau International du Travail
BRS	Banque Régionale de Solidarité
CADL	Centre d'Appui au Développement Local
CC	Cadre de Concertation
CDQ	Conseil de Quartier
CGF	Comité de Gestion de Forages
CGS	Comité de Gestion de Santé
CI	Counterpart International
CNCA	Caisse Nationale de Crédit Agricole
CPMD	Centre Pilote du Millénaire pour le Développement
CR	Communauté Rurale
CSPLCP	Cellule de Suivi des Programmes de Lutte Contre la Pauvreté
DGP	Direction Générale du Plan
DPN	Direction de la Planification Nationale
DPV	Direction de la Protection des Végétaux
DSD	Direction des Stratégies de Développement
DSRP	Document de Stratégie et de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FENU	Le Fonds d'Equipement des Nations Unies
FIDA	Fonds International pour le Développement Agricole
FMI	Fonds Monétaire International
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la Population
GIE	Groupement d'Intérêt Economique
GPF	Groupement de Promotion Féminine
GTZ	Agence Allemande de Coopération Technique
JICA	Agence Japonaise de Coopération Internationale
MARP	Méthode Active de Recherche Participative
OCB	Organisations Communautaires de Base
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONUINDI	Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PAREP	Programme d'Appui à la Réduction de la Pauvreté
PCR	Président de la Communauté Rurale
PLD	Plan Local de Développement
PDER	Programme de Développement de l'Entreprise Régionale
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PRP	Programme de Mise en Œuvre de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté
PSIDEL	Programme de Soutien aux Initiatives de Développement Local

24 mai 2010

SAED	Société Nationale d'Aménagement et d'Exploitations des Terres du Delta
SFD	Systemes Financiers Décentralisés
STD	Services Techniques Déconcentrés
USAID	Agence Américaine pour le Développement
VIH	Syndrome d'Immuno Déficience Acquis

CESAG - BIBLIOTHEQUE

LISTE DES TABLEAUX

RUBRIQUES	PAGES
Tableau n° 1 : Contenus DSRP I et II	01
Tableau n° 2 : Axes et volets du PRP	02
Tableau n° 3 : La MARP, ses concepts, principes, objectifs, types, et outils	19
Tableau n° 4 : Les types de MARP	23
Tableau n° 5 : Plan d'actions communautaires	27
Tableau n° 6 : Cadre de suivi	27
Tableau n° 7 : Grille d'évaluation	28
Tableau n° 8 : Collectivités locales	31
Tableau n° 9 : Quantités de pluies	34
Tableau n° 10 : Forages pastoraux	36
Tableau n° 11 : Le cheptel du département	37
Tableau n° 12 : Matrice des partenaires	38
Tableau n° 13 : Accès de la population des CR aux services sociaux de base	41
Tableau n° 14 : Résumé méthodologique	43
Tableau n° 15 : Grille de sélection	46
Tableau n° 16 : Potentiels CPMD	51
Tableau n° 17 : Classement des CR	52
Tableau n° 18 : CPMD potentiels	52
Tableau n° 19 : Choix du CPMD prioritaire	53
Tableau n° 20 : Villages polarisés par le CPMD	53
Tableau n° 21 : Accès des populations aux services sociaux de base	54
Tableau n° 22 : Infrastructures de DOUMDA LAO	55
Tableau n° 23 : Atouts et contraintes de DOUMGA LAO	55
Tableau n° 24 : Classement des communes	55
Tableau n° 25 : Contraintes et Potentialités de l'Agri	59
Tableau n° 26 : Contraintes et Potentialités de l'Elevage	60
Tableau n° 27 : Contraintes et Potentialités de la Pêche	60
Tableau n° 28 : Contraintes et Potentialités de l'énergie	61
Tableau n° 29 : Contraintes et Potentialités de transport et communication	61
Tableau n° 30 : Contraintes et Potentialités du santé	62
Tableau n° 31: Infrastructures de santé	62
Tableau n° 32 : Contraintes et Potentialités de l'éducation	64
Tableau n° 33 : Infrastructures de scolaires	65
Tableau n° 34 : Contraintes et potentialités de l'hydraulique	67
Tableau n° 35 : Infrastructures hydrauliques	67
Tableau n° 36 : Contraintes de potentialités des groupes vulnérables	69
Tableau n° 37 : Contraintes et Potentialités de l'assainissement et cadre de vie	69
Tableau n° 38 : Contraintes et potentialités de jeunesse sport et culture	70
Tableau n° 39 : Contraintes et Potentialités de l'emploi	70

Tableau n° 40 : OCB et CC	72
Tableau n° 41 : GPF	73
Tableau n° 42 : les intervenants dans le CPMD	75
Tableau n° 43 : les OMD	76
Tableau n° 44 : Articulation des actions sur OMD	77

CESAG - BIBLIOTHEQUE

LISTE DES SCHEMAS ET GRAPHIQUES

RUBRIQUES	PAGES
Schéma n° 1 : Démarche détaillée du ciblage	50
Graphique n° 1 : Accès de la population aux services sociaux des trois CR	54

CESAG - BIBLIOTHEQUE

24 mai 2010

SOMMAIRE

N°	RUBRIQUES	PAGES
01	DEDICACES	i
02	REMERCIEMENTS	ii
03	LISTE DES ACRONYMES	iii
04	LISTE DES TABLEAUX	v
05	LISTE DES SCHEMAS	vii
06	SOMMAIRE	viii
06	INTRODUCTION GENERALE	01
07	PROBLEMATIQUE	04
08	<i>PREMIERE PARTIE : CADRE THEORIQUE</i>	07
09	CHAPITRE I : ETUDE DES CONCEPTS ET OUTILS	07
10	SECTION I : ETUDE DES CONCEPTS	07
11	SECTION II : ETUDE DES OUTILS	17
12	CHAPITRE II : CONTEXTE ET METHODOLOGIE	29
13	SECTION III : LE CONTEXTE	29
14	SECTION IV : LA METHODOLOGIE	43
15	<i>DEUXIEME PARTIE : ETUDE DE CAS</i>	49
16	CHAPITRE III : CIBLAGE ET DIAGNOSTIC DU CPMD	49
17	SECTION V : LE CIBLAGE	49
18	SECTION VI : LE DIAGNOSTIC	59
19	CONCLUSION	79
20	BIBLIOGRAPHIE ET WEB GRAPHIE	80
21	ANNEXES	82
22	TABLE DES MATIERES	101

CESAG - BIBLIOTHEQUE

INTRODUCTION GENERALE

ET PROBLEMATIQUE

✓ INTRODUCTION GENERALE

Depuis plusieurs années l'état du Sénégal s'est engagé d'une manière volontariste dans la lutte contre la pauvreté en élaborant entre autres outils le DSRP (Document de Stratégie et de croissance pour la Réduction de Pauvreté). Ce document élaboré en partenariat avec le FMI et la banque mondiale, devait à partir d'une politique socio économique soutenue, améliorer les performances économiques du pays afin de le placer dans une direction de développement humain durable.

Ce document devait aussi articuler les actions des pouvoirs publics avec les interventions des bailleurs de fond dans le but d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement qui sont les suivants :

- assurer l'éducation primaire pour tous ;
- réduire l'extrême pauvreté et la faim ;
- promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ;
- réduire la mortalité infantile ;
- améliorer la santé maternelle ;
- combattre le VIH sida, le paludisme et d'autres maladies ;
- préserver l'environnement ;
- mettre en place un partenariat pour le développement.

Le Sénégal s'est ainsi engagé dans la mise en œuvre de la première phase nommée DSRP I qui alla de 2003 à 2005, et se trouve au niveau de la seconde phase 2006 à 2010 appelée DSRP II. La troisième phase DSRP III est en préparation après une évaluation du DSRP II. Les deux premiers documents dont les contenus sont résumés dans le tableau qui suit marquent une évolution aussi bien du contenu et des approches.

TABLEAU 1: Contenus DSRP I et II

Contenu DSRP 1 : 2003 à 2005	Contenu DSRP 2 : 2006 à 2010
<ul style="list-style-type: none"> • Diagnostic de la pauvreté • Objectifs prioritaires de lutte contre la pauvreté • Stratégies de lutte contre la pauvreté 	<ul style="list-style-type: none"> • Diagnostic de la pauvreté • Visions et objectifs stratégiques • Stratégie de lutte contre la pauvreté • Mise en œuvre

Source : recomposé étude

En effet, le DSRP 2 a surtout innové au niveau de la démarche participative en incluant les acteurs de la société civile, le secteur privé, les collectivités locales et les partenaires au développement, non seulement dans l'élaboration et le contrôle de ce document, mais aussi dans la réalisation des actions contribuant à la réduction de la pauvreté.

C'est dans cette optique de déclinaison d'objectifs de lutte contre la pauvreté au niveau opérationnel et de prise en charge de ce fléau, que s'inscrit le PRP ou Programme d'Appui à la Mise en œuvre de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté qui est un programme logé au sein du ministère de la femme, de la famille et de l'entrepreneuriat féminin dont le but est d'appuyer le gouvernement du Sénégal dans la lutte contre la pauvreté en articulant ses activités avec le DSRP et les OMD. Le programme reçoit les appuis financiers et techniques du PNUD et du Grand Duché de Luxembourg.

Il intervient selon deux axes principaux qui sont :

- AXE I : Appui au pilotage stratégique ;
- AXEII : Promotion de dynamiques locales de développement communautaire ;

Les volets concernant chacun des deux axes sont résumés dans le tableau suivant :

TABLEAU 2: Axes et volets du PRP

RUBRIQUES	AXE 1 : Appui au pilotage stratégique	AXE 2 : Promotion de dynamiques locales de développement économique et social
VOLETS	<ul style="list-style-type: none"> • Appui à la formulation de politiques et de stratégies • Renforcement des capacités de mise en œuvre de la SRP et des OMD • Renforcement des systèmes nationaux de suivi et d'évaluation des SRP et des OMD 	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement du fonds de développement local et appui à la décentralisation • Appui à l'insertion des jeunes diplômés de l'enseignement technique et de la formation professionnelle en zone nord
PARTENAIRES	CSPLCP, DGP, DSD, ANSD, DPN	ONUFI, FENU, BRS, BIT

La présente étude concerne l'axe 2 du programme et recouvre la zone nord à savoir LOUGA SAINT LOUIS et MATAM

Le premier programme ancêtre du PRP dénommé PAREP ou programme d'appui à la réduction de la pauvreté qui alla de 2004 à 2007 s'inscrivait déjà dans la stratégie de réduction de la pauvreté avec comme axe stratégique la réduction de l'extrême pauvreté et la faim et était financé par les mêmes bailleurs qui financent l'actuel programme à savoir le PNUD et le grand Duché de Luxembourg.

C'est ainsi que, dans un souci de promouvoir des dynamiques locales de développement économique et social, le PRP en relation avec ses partenaires traditionnels a initié le concept novateur de CPMD ou Centre Pilote du Millénaire pour le Développement.

Ce CPMD pouvant être une commune ou un village centre devait couvrir un espace géographique suffisamment grand et relativement homogène avec des capacités endogènes d'articulation entre le milieu rural et urbain. Il devait en outre répondre principalement aux critères suivants :

- existence d'un potentiel économique et social ;
- existence d'une demande sociale ;
- opportunités de partenariat ;
- opportunités et dynamiques communautaires ;
- possibilité de réaliser ou de valoriser des ouvrages ;

L'objectif global assigné à ce CPMD est la promotion d'un développement local équilibré et durable avec une concentration de moyens sur les actions susceptibles de générer les effets de leviers nécessaires au passage à l'échelle de la zone de concentration.

➤ **Objet de l'étude**

Cette étude a pour objet d'identifier pour le compte du PRP deux centres pilotes (un centre prioritaire et un autre optionnel) du millénaire pour le développement dans le département de Podor. Les caractéristiques et critères de ces centres ont été décrits dans l'introduction.

Après avoir identifié le centre, il est demandé de procéder au diagnostic de la situation de référence d'une part et à la planification des besoins prioritaires d'autre part. Mais une attention particulière devait être portée sur la situation de la pauvreté dans le CPMD.

➤ **Objectifs de l'étude**

Les objectifs de cette étude sont les suivants :

- identifier et ou justifier le choix des centres pilotes du millénaire pour le développement sur la base des critères de ciblage et en se fondant sur les enquêtes nationales (Enquête de pauvreté) ;
- conduire le processus de diagnostic participatif pour faire un état des lieux des CPMD choisis ;
- identifier des activités phares à mener dans le CPMD en fonction des besoins et dont la réalisation pourrait servir de levier au développement économique et social de la zone polarisée et les traduire en véritable plan de mise en œuvre ;
- intégrer le ciblage de familles en vue d'identifier et de valoriser leur potentiel d'initiatives et de capacités productrices dans une optique de protection sociale des groupes vulnérables ;

- identifier pour en établir la matrice, les intervenants dans la zone du CPMD pour nouer de partenariats ;

➤ **Intérêt de l'étude**

Cette étude présente un intérêt pour nous futur spécialiste en gestion et planification des projets car elle nous permettra d'appliquer sur le terrain des outils de la MARP appris en classe. En outre, elle nous aidera à avoir un vécu concernant le déroulement d'une action participative de développement ayant un impact sur la réduction de la pauvreté, après avoir essayé de cerner les contours de ce concept.

Pour le PRP, l'issue de cette étude lui permettra de vérifier la viabilité d'un nouveau concept de développement qu'il pourra répliquer dans d'autres localités, de partager l'expérience d'une approche participative articulée autour de quatre acteurs principaux à savoir le PRP, un opérateur, les partenaires intervenant dans la zone, les services techniques déconcentrés.

Et enfin pour les populations cibles, la fierté d'avoir été des acteurs dans la planification de leur propre développement, l'utilisation de leur savoir local, la valorisation de leur potentiel d'initiatives.

➤ **Le champ de l'étude**

Cette étude concerne l'espace géographique constitué par le département de Podor qui compte 10 communautés rurales et 12 communes. Il s'agira de choisir un CPMD prioritaire et un autre optionnel et de faire le diagnostic participatif du CPMD prioritaire. Ces derniers polariseront le maximum de localités possibles.

✓ PROBLEMATIQUE

Plusieurs années de lutte contre la pauvreté dans les pays en développement ont fini de convaincre plus d'un de la nécessité de trouver de nouvelles formules pour venir à bout de ce fléau. Les gouvernements des pays en voie de développement avec l'appui des états du nord à travers les organismes de développement dont les plus en vue sont l'USAID, l'ACDI, le GTZ, la JICA etc., ainsi que d'autres entités du système des nations unies telles que la FAO, le PNUD, le PAM, le FNUAP, ont eu à mener des programmes visant l'assistance humanitaire et le développement des pays du sud notamment la lutte contre la pauvreté avec des résultats plus que mitigés.

Le faible niveau de résultats atteints par ces programmes et projets en termes d'impact sur le quotidien des populations des pays du sud relèvent de plusieurs facteurs dont un qui a longtemps influé sur la non pérennisation des interventions, à savoir l'utilisation d'approches et de méthodes inappropriées dans la planification et la mise en œuvre des interventions. En plus de cela, chaque action de développement initiée par un intervenant était limitée de par son volume d'activités et sa superficie couverte.

Dans la plupart des cas les populations bénéficiaires n'étaient pas associées à la définition des stratégies d'intervention et leurs besoins prioritaires mal définis. A cela il faut ajouter le manque d'évaluation des actions déjà entreprises et la situation économique et politique désastreuse des pays en développement avec comme corolaires l'instabilité politique, l'accroissement de l'encours de la dette, la gestion non transparente des ressources publiques.

Ainsi de nouveaux paradigmes virent le jour dans la prise en charge des interventions des états, des bailleurs, des ONG comme l'approche participative, la prise en compte de l'aspect genre, des minorités et des couches vulnérables, des aspects socio économiques entre autres principes.

Désormais, il n'est plus question de laisser l'élaboration des stratégies de développement et la lutte contre la pauvreté entre autres, à des experts, souvent fonctionnaires nationaux ou internationaux, totalement coupés des réalités des populations cibles futures bénéficiaires des interventions.

Depuis, la démarche participative est devenue un facteur important dans la mise en œuvre des dynamiques locales de développement car ayant prouvé qu'elle pouvait rendre plus efficaces les interventions mais aussi contribuer au renforcement des capacités des populations locales. C'est ainsi que la formulation et l'évaluation des projets devient de plus en plus participative.

Au niveau des états des pays en développement l'utilisation de nouvelles politiques de développement capables d'utiliser de nouvelles approches devient donc une nécessité. il fallait répondre à un certain nombre de questions comme celles qui suivent :

- comment développer de nouvelles approches et méthodologies dans la formulation et la gestion des projets et programmes pour éviter les échecs du passé ?

- comment concilier la nécessaire articulation des objectifs des projets et programmes initiés avec les différents engagements de développement internationaux des états du sud comme les OMD et la prise en compte des préoccupations des populations cibles en termes de besoins ?
- pour notre pays, quelles sont les différentes approches et méthodologies qui permettent d'arriver à des résultats probants qui prennent en compte aussi bien les engagements internationaux du Sénégal en matière de développement et les politiques publiques mises en œuvre pour lutter contre la pauvreté ?

C'est en partie pour répondre à ces questions que le gouvernement du Sénégal, conscient des insuffisances des actions menées dans le passé qui se manifestaient par des réalisations éparses et souvent circonscrites, notamment au cours du PAREP, a à travers le PRP et en relation avec ses partenaires traditionnels, initié en guise de test, le concept de Centre Pilote du Millénaire pour le Développement dans le but de rendre ses actions et interventions futures plus efficaces.

Le CPMD comme son nom l'indique est un projet pilote dont le but est d'asseoir un développement local à partir de terroirs à haut potentiel économique par la concentration d'investissements structurants, de financement d'activités génératrices de revenus, de prise en compte des besoins des couches vulnérables en utilisant des méthodes participatives.

CESAG - BIBLIOTHEQUE

PREMIERE PARTIE

CADRE THEORIQUE

PREMIERE PARTIE : CADRE THEORIQUE

CHAPITRE I : ETUDE DES CONCEPTS ET DES OUTILS

SECTION 1 : ETUDE DES CONCEPTS

Dans le cadre de cette étude, il nous a paru important de cerner trois notions essentielles qui ont nous accompagné tout au long de ce processus de ciblage, et de diagnostic, il s'agit des concepts de développement, de participation et de partenariat.

Après, nous allons faire un tour d'horizon de la Méthode Active de Recherche Participative, la MARP dont les outils nous ont permis de réaliser ce travail.

1.1. Le concept de développement

1.1.1 Définition générale du concept

Le concept de développement renvoie à un sens polysémique car aussi bien dans la santé, l'économie, la sociologie et bien d'autres secteurs le mot développement ne revêt pas le même sens. On peut aussi lui trouver plusieurs synonymes selon que l'on se place dans un contexte ou dans un autre.

Le dictionnaire LAROUSSE le définit comme suit :

- *action de déployer ce qui était roulé ou plié* pour le sens littéraire ;
- *le fait de grandir, de croître* que l'on peut utiliser en santé et dans d'autres domaines comme la croissance d'un organe ;
- *la phase de mise au point d'un équipement, d'un produit avant sa mise en vente* dans le domaine industriel ou commercial ;
- *le fait de se multiplier, de proliférer* comme les cellules ou les microbes et bactéries en biologie ;
- *opération transformant l'image latente en image visible* en photographie ;
- *Etc.*

Malgré la multiplicité des définitions, on remarque que chacune d'elle renferme un caractère dynamique qui fait de la notion de développement une action évolutive donc un processus. C'est-à-dire il passe par le changement de données ou d'état d'une situation antérieure vers une autre qui est désirée ou non.

Etant donné que nous sommes dans le domaine des projets et programmes, une autre définition de la notion de développement donnée par YODA BLAISE (2004) retraçant bien le fait que le concept soit un processus recueille notre choix et dit que :

Le développement est processus politique, économique et social harmonieux engendrant un état de vie, d'être et de pensées favorables à l'amélioration durable et désirée des conditions de vie ; et tout ceci s'appréciant par rapport à des références communément admises. YODA B. (2004)

En plus de la diversité des sens que l'on peut donner au concept de développement, d'autres qualificatifs peuvent lui être associés. C'est ainsi que l'on parlera de développement durable, développement humain, développement intégré, développement rural, développement local, développement social, de développement économique etc.

Les quatre derniers types de développement cités concernent plus la présente étude compte tenu du fait que dans l'axe 2 du programme parle de promotion des dynamiques locales de développement économique et social et que le CPMD renvoie à une zone géographique bien déterminée. C'est pourquoi nous allons chercher à définir et à discuter ces trois types de développement à savoir le développement économique, le développement social et le développement local.

1.1.2. Les caractéristiques du développement

Le développement économique est : pour un espace social donné comme un pays : *c'est la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître cumulativement et durablement, son produit réel global.*

Le développement est un phénomène qualitatif irréversible qui lui-même lié à une augmentation du niveau de vie, du revenu réel par tête d'habitant selon P. BAIROCH.

La définition ci-dessus apporte un nouveau mot clé par rapport à la première définition car en plus de la notion de changement ou de processus il nous apprend que le développement est un processus irréversible. Le terme qualitatif renvoie non seulement à une idée de changement mais il s'agit de changement du point de vue de la qualité de la production d'une manière générale.

Jusqu'aux années cinquante, quand on parlait de développement, l'échelle de grandeur de l'unité sur laquelle on agit, est le pays ou les organisations régionales ou sous régionales regroupant plusieurs pays. De ce fait, les politiques macros économiques des ces ensembles très vastes parvenaient à régler les problèmes de grandeur similaire sans tenir compte de quelques besoins particuliers à une échelle plus petite. Pour espérer être plus efficaces ces politiques devaient prendre en compte les spécificités dans les besoins exprimés par les populations mais pouvoir compter aussi sur les ressources et potentialités locales. C'est ainsi qu'est né le concept de développement local pour pallier ces insuffisances.

Le concept serait né vers les années cinquante à partir de la théorie du développement endogène mais prit son envol surtout dans les années quatre vingt avec l'avènement des politiques de décentralisation. Le terme local signifie que le projet fait référence à un territoire bien délimité et que la démarche part du bas vers le haut aussi bien en ce qui concerne les

ressources, les priorités et les acteurs impliqués. En outre le développement local doit susciter des dynamiques locales capables de créer de la richesse pour lutter contre la pauvreté.

Un des aspects du programme portera sur les investissements structurants des CPMD c'est-à-dire tous les équipements qui permettent un développement économique et social de la localité choisie. Donc ces infrastructures peuvent être considérées comme relevant du domaine du développement rural.

Notons que l'axe nord du projet qui regroupe Podor et Matam est une zone fortement agricole avec d'énormes potentialités en eau de surface. Et pour asseoir un développement agricole satisfaisant il faut impérativement des infrastructures de base.

Ainsi le développement rural peut être défini comme *le processus consistant à l'amélioration de l'environnement des ruraux considérés comme les principaux bénéficiaires. Il porte à la fois sur les routes, barrages, santé, éducation ou hydraulique bref sur tous les services économiques et sociaux susceptibles d'améliorer non seulement la fonction productive mais aussi le bien être social.*

On remarque qu'une des finalités du développement rural en dehors de l'amélioration de la fonction productive, est le bien être social. Compte tenu du fait que l'objectif de tout développement est plus ou moins social car ayant en dernier ressort l'homme en son centre, nous pouvons dire que le développement quelque soit la qualification que l'on peut lui associer vise finalement le bien être social de l'individu.

A partir de ce constat, le développement social apparaît alors comme la résultante des autres types de développements mais avec une prise en compte de toutes les spécificités chez la personne. Cela veut dire que globalement, toutes les politiques de développement devront améliorer la prise en compte des couches vulnérables comme les personnes âgées, les femmes les handicapés, les enfants de la rue, les talibés car ils sont souvent des laissés pour compte dans les politiques de développement dans les pays du sud.

1.2. Le concept de la participation :

A travers la littérature, on l'appelle la participation ou bien l'approche participative ou démarche participative mais dans tous les cas, les trois termes renvoient au même concept qui est de faire participer aux bénéficiaires d'une action de développement à sa conception, sa planification, sa mise en œuvre, et son évaluation.

Il s'agit ici d'adapter les objectifs du projet à la demande des populations bénéficiaires. En effet dans les décennies passées, il a été donné de constater que beaucoup d'interventions ne réussissaient pas car les populations cibles et les autres parties prenantes n'étaient pas associées ou l'étaient insuffisamment dans le processus de ces interventions.

Certains auteurs trouvent qu'il y a plusieurs types, de formes et de niveau de participations mais avant de rentrer dans les détails du concept, voyons d'abord comment il est défini.

1.2.1 Définitions de la participation

Dans le LAROUSE la participation est définie comme *le fait de prendre part, de contribuer ou de collaborer.*

La FAO la définit comme *l'implication active des membres d'une communauté et des intervenants extérieurs dans toutes les décisions liées aux objectifs et aux activités : l'objectif primordial de la participation étant l'encouragement de l'autodétermination et donc de l'établissement d'un développement durable.*

Le FIDA la définit comme *une perception partagée et un facteur de responsabilisation conduisant à la prise de décision en commun. Elle commence par la concertation, passe par la négociation pour aboutir à la prise de décision et à l'action.*

BARA GUEYE, Spécialiste en développement en donne la définition suivante : *la participation doit être conçue comme un processus actif dans lequel l'initiative est prise par la population, guidée par sa propre pensée et utilisant des moyens et des processus sur lesquels elle peut opérer un contrôle effectif.*

1.2.2 Types, formes et niveau de participation

La participation peut s'analyser suivant plusieurs types dont les plus fréquents sont les suivants :

- la participation manipulatrice :

Elle n'est qu'en prétexte car elle ne se réalise pas

- la participation passive :

Elle est réduite en une simple information par rapport à ce qui a été décidé et entrepris. Cette information est détenue par les professionnels.

- la participation par consultation :

Elle se limite en une consultation des populations en leur posant des questions mais elles ne participent pas à la prise de décision et ne sont pas sûres que leurs avis seront pris en compte.

- la participation par motivation matérielle :

Les individus participent en échange de biens matériels ou d'argent qui inhibent la motivation des populations dès que ces biens cessent d'être donnés.

- la participation fonctionnelle :

Ce type de participation est considéré par les agences externes comme un moyen d'atteindre les objectifs d'un projet en particulier à moindre coût. Les individus sont susceptibles de

participer en se constituant en groupes pour satisfaire les objectifs prédéterminés relatifs au projet.

- la participation interactive :

Les individus participent à une analyse commune et une élaboration de plans d'actions, à la formation ou la consolidation de groupes ou d'institutions locales. Des méthodologies d'apprentissage sont utilisées pour rechercher de multiples perspectives et les groupes définissant le mode d'utilisation des ressources.

- l'auto mobilisation :

Les individus participent en prenant des initiatives indépendamment des institutions extérieures dans le but d'apporter des changements aux systèmes. Ils intensifient les contacts avec les institutions extérieures pour les ressources et les conseils dont ils ont besoin mais contrôlent l'utilisation des ressources.

Pour ce qui concerne les formes de participation qui sont définies comme les raisons qui poussent quelqu'un à participer dans une activité, la littérature en dégage cinq qui sont les suivantes :

- la participation de fait :

Cette forme de participation stipule que l'individu participe d'une manière instinctive parce qu'il appartient à un système familial, religieux et traditionnel qui l'incite à participer par l'intermédiaire des relations affectives qui caractérisent ce genre de système. Cette forme de participation est alors involontaire et caractéristique des sociétés fortement traditionnelles.

- la participation spontanée :

On ne peut pas dire de cette forme de participation qu'elle de fait ou volontaire. Elle est plutôt l'aspect d'un pont entre ces deux formes de participations

- la participation volontaire :

Cette forme de participation découle de l'initiative même des participants sans interventions extérieures. Elle émanerait d'un hypothétique passage des sociétés traditionnelles vers les sociétés modernes.

- la participation provoquée :

Cette forme de participation comme son nom l'indique est induite et stimulée de l'extérieur par des organismes ou institutions pour impliquer les populations dans tout processus de développement les concernant.

- la participation imposée :

Cette forme de participation peut émaner du groupe lui-même ou de l'extérieur afin de susciter une forme d'organisation des participants comme par exemple la réglementation de la distribution d'eau dans un périmètre irrigué.

Le dernier point qui reste à aborder concerne les différents niveaux de participation. Le niveau de participation renvoie au moment à partir duquel la participation est nécessaire. Dans le cycle de gestion d'un projet de développement, elle doit se faire à tous les niveaux du cycle à savoir identification, instruction, financement, exécution et évaluation. Le niveau de participation renvoie aussi à quels acteurs le processus participatif fera appel et ce choix dépend du contexte du projet, et de ses objectifs.

1.2.3 Les outils et techniques de la participation

Les outils de la participation pour un projet de développement rejoignent à peu près ceux utilisés pour la MARP que nous allons voir en détail dans la partie concernant les outils de la MARP.

Nous pouvons en citer néanmoins quelques uns comme l'assemblée, le brainstorming, entretien, interview semi structurée, cadre logique, matrice de classification, diagramme, calendrier, arbres des problèmes, arbre des objectifs, enquête, observation etc.

1.2.4 Les forces et limites de la participation

La méthode participative offre plusieurs avantages parmi lesquels on peut noter :

- la participation garantit que le besoin que le projet se propose de résoudre soit un besoin bien réel ;
- permet l'utilisation des connaissances et savoirs locaux ;
- réduit la dépendance à l'égard des professionnels du développement ;
- favorise le sens des responsabilités des différentes parties prenantes ;
- crée l'émulation de compétences locales pour les interventions à venir ;
- permet aux professionnels de mieux s'imprégner du savoir local ;
- permet la capitalisation d'expériences locales et renforce le sentiment de satisfaction des populations par le fait d'avoir participé au développement de leur terroir ;
- permet le renforcement des capacités des acteurs locaux. Pour finir avec les avantages de la participation on notera cette citation de GANDHI rapportée par ZANA (2003) qui disait : « Ce que vous faites pour moi ; mais sans moi, vous le faites contre moi. »
- en somme, elle permet d'augmenter l'efficacité, l'efficience et la pertinence des actions de développement.

Malgré tous ces avantages, l'approche participative connaît quelques limites dont les plus saillantes sont :

- elle demande plus de ressources en temps que les autres méthodes conventionnelles, cet aspect de l'approche participative est dû, entre autres, à l'énorme temps nécessaire pour mettre à niveau certains acteurs du processus participatif ;
- la méthode participative demande aussi beaucoup de ressources financières. Cette contrainte peut découler de la première ;
- la difficulté dans la coordination des divers services techniques et administratifs impliqués dans le processus de participation ainsi que la gestion des rivalités qui peuvent naître entre ces différents services mais aussi les conflits d'intérêt des acteurs à la base ;
- la forte attente et voire l'empressement que les populations placent dans les projets à démarche participative ;
- la demande implicite de rémunération formulée par certains acteurs locaux pour partager leur savoir ;
- la nécessaire conciliation des intérêts divergents de certains groupes socio économiques (agriculteurs et éleveurs pour ce qui des couloirs de passage des animaux ou de la gestion des transhumances entre éleveurs) ;
- requiert de la part des intervenants une certaine expérience pour pouvoir la mener à bien sinon elle risque de créer beaucoup plus de difficultés que les autres méthodes conventionnelles ;

Les quelques limites, ci-dessus mentionnées, n'empêchent pas à la participation de s'imposer de plus en plus comme l'une des approches phares dans la gestion du cycle des projets de développement par ce que souvent exigée par les bailleurs de fond.

1.3. Le concept de partenariat

Il ressort, entre autres objectifs de cette étude, l'élaboration d'une matrice des intervenants dans le CPMD. Il s'agira de répertorier tous les acteurs intervenant dans les limites du CPMD dans quelques domaines que ce soit dans le but de nouer des partenariats avec le programme. Il sera utile aussi d'échanger des expériences et de capitaliser des succès obtenus sur le terrain. Plus qu'une nécessité, le partenariat entre dans le cadre de la stratégie du programme comme une option fondamentale pour réussir ses interventions.

Avec le nombre important d'intervenants dans le développement, il est de plus en plus fréquent de trouver plusieurs acteurs dans une zone donnée à des niveaux différents avec des rôles qui leur sont propres mais la plupart du temps contribuant au même objectif général ou de développement.

Pour ce qui concerne la lutte contre la pauvreté qui est un des domaines d'intervention du programme, l'établissement de partenariat est plus qu'une nécessité compte tenu du fait que la lutte contre la pauvreté est multidimensionnelle et requiert des solutions plurielles qu'un seul acteur aura du mal à mettre en œuvre .

1.3.1. Définition du partenariat (S'unir pour faire plus et mieux)

Il peut se définir comme un contrat d'objectifs, formalisé ou non, impliquant plusieurs acteurs pour une démarche de poursuite solidaire d'objectifs de réalisation de projet.

1.3.2. Les avantages du partenariat

Le partenariat s'impose de plus en plus à cause de la dimension des domaines d'intervention qui sont très vastes, des nombreux défis du développement et de la spécialisation plus ou moins prononcée des acteurs et des intervenants. Il présente, entre autres, plusieurs avantages :

- permet une cohérence et une synergie des actions : beaucoup d'interventions d'acteurs dans des zones précises, sont éparses et non articulées ;
- valorisation des avantages comparatifs de chaque partie prenante ;
- accroissement et meilleure répartition spatiale des investissements ;
- mise en commun des expertises et des moyens financiers au profit de l'ensemble des interventions ;
- atténuation des conflits de leadership entre intervenants de la même zone ;
- une obligation de reddition de compte mieux acceptée par les élus locaux ;
- une harmonisation des approches d'intervention ;
- une amélioration des compétences locales ;
- Etc.

1.3.3. Les formes de partenariat

Les partenariats se nouent suivant deux formes essentiellement :

Il s'agit des partenariats opérationnel ou institutionnel

Principalement, le partenariat institutionnel se situe au niveau stratégique et s'occupe donc des questions d'orientation, de procédures, de définition de politiques etc.

Il concerne les acteurs comme les décideurs, les partenaires financiers, les comités d'orientation, les administrations publiques et les bailleurs de fond.

Les partenariats opérationnels concernent la phase opérationnelle des projets et programmes de développement. Ils sont axés sur la mise en œuvre des activités des projets tant du point de vue organisationnel, financier et humain.

1.3.4. Les acteurs du partenariat

Le partenariat n'est pas une coalition d'acteurs intervenant dans une zone. Il repose sur une vision commune partagée par les divers acteurs qui veulent travailler. Quelque soit la forme choisie, elle impliquera un nombre hétérogène d'acteurs mais partageant un même intérêt pour une localité ou un domaine bien précis.

Les partenaires peuvent être des institutions, des individus, des associations ou des entreprises etc. Au niveau national, on retrouve généralement les acteurs suivants : administrations publiques centrales ou déconcentrées, les collectivités locales, les agences de développement, les organisations de la société civile, le secteur privé ou les communautés à la base.

Sur le plan international, on retrouve les organisations du système des nations unies, les agences de coopération bi ou multilatérales, les organisations de solidarité internationale ou les collectivités territoriales étrangères.

1.3.5. Démarche pour l'établissement d'un partenariat

Une proposition de six étapes est donnée pour élaborer un partenariat (démarche à titre indicatif) :

- contacts préliminaires d'information pour déclencher la volonté de coopérer par des échanges de documents sur les activités et les projets ;
- élaboration d'un projet de protocole d'entente, de charte, ou de convention ;
- formalisation du protocole d'entente, de charte ou de convention ;
- signature de l'accord de partenariat ;
- articulation de l'offre de chaque partie prenante avec les objectifs communs ;
- suivi de la mise en œuvre ;

Au niveau de la seconde étape du processus ci dessous, le protocole d'entente ou la charte peut contenir par exemple, entre autres, les points suivants :

- les centres d'intérêt de la collaboration notamment les principes du partenariat ;
- les objectifs communs poursuivis ;

- les engagements de chaque partie ;
- les mécanismes et procédures de mise en œuvre de la collaboration et du partenariat ;
- les cadres de concertation, d'harmonisation et de mise en cohérence des interventions dans le cadre du partenariat ;
- les stratégies communes de prévention et de gestion des conflits ;
- les modalités de suivi du protocole d'entente, de la charte ou de la convention ;

CESAG - BIBLIOTHEQUE

SECTION 2 : ETUDE DES NOTIONS ET OUTILS LIES A LA MARP

2.1. Introduction à la méthode active de recherche participative (MARP)

La MARP est la méthode dont les outils ont été le plus utilisés pour mener à bien cette étude car ses derniers nous paraissent les mieux adaptés pour faire cette étude dont nous rappelons les objectifs.

Il s'agissait dans un premier temps de faire l'identification d'un Centre Pilote du Millénaire pour le Développement dans le département de Podor et ensuite faire le diagnostic et la matrice des intervenants. Cette démarche devait se faire de manière participative avec trois niveaux de participation :

- les populations des localités polarisées le CPMD ;
- les services techniques déconcentrés de l'état ;
- les autres acteurs intervenants dans le développement au niveau du CPMD ;

Bref, il s'agissait de faire un diagnostic et une planification communautaire et la MARP est justement un des outils de diagnostic et de planification communautaires par excellence.

L'utilisation de la MARP en raison de son caractère participatif, s'impose aujourd'hui du fait de la constatation de l'échec de plusieurs projets de développement dans les décennies passées. En effet, les techniciens de développement s'appuyant uniquement sur les approches scientifiques ont longtemps négligé la participation des populations locales et étaient ainsi en marge de l'utilisation des connaissances et savoirs locaux dans les travaux de diagnostic et de planification des besoins des communautés.

C'est dans le domaine agricole, vers les années soixante que les premières méthodes, ancêtres de la MARP, furent expérimentées le transfert de technologie puis les années suivantes dans la recherche agricole avec l'avènement du diagnostic participatif.

Petit à petit, d'autres domaines tels que les projets de développement, la santé, l'élevage, entre autres, empruntèrent cette technique. Aujourd'hui cet outil est de plus en plus utilisé ou recommandé par les différents donneurs d'ordres et bailleurs.

2.2. Définitions de la MARP

DIALLO P.F, (2008) la définit comme suit :

La MARP est une activité systématique et progressive du milieu rural, exécuté dans un ou plusieurs villages par une équipe multidisciplinaire composée de membres de la communauté en question ainsi que de chercheurs et de personnes ressources.

L'objectif est de trouver avec la participation des habitants, des actions et ou des pistes de recherche prioritaire.

Selon l'AQUADEV, il est aujourd'hui difficile de donner à la MARP une définition valable en tout temps et en tout lieu. Néanmoins, il en donne la définition suivante :

La MARP est un processus itératif, intensif et rapide d'apprentissage orienté vers la connaissance des situations rurales. Elle s'appuie sur une équipe multidisciplinaire. Un accent particulier est mis sur la valorisation des connaissances et du savoir faire des populations locales combinées aux connaissances scientifiques modernes.

Selon la FAO la MARP est une méthode participative de diagnostic rapide des conditions physiques et socio économiques au niveau du terroir et de conception de schéma d'aménagement intégré.

GUEYE et SCHOONMAKER (1991) en donnent une définition assez complète :

La MARP est processus intensif, itératif et rapide d'apprentissage orienté vers la connaissance des situations rurales. Elle s'appuie essentiellement sur de petites équipes multidisciplinaires, utilisent une variété de méthodes, outils et techniques spécialement utilisés pour une meilleur connaissance des situations rurales. Un accent particulier est mis sur la valorisation des connaissances et savoirs des populations locales et leur combinaison avec la connaissance scientifique moderne. Beaucoup de techniques liées à la MARP ont été utilisées pour obtenir des résultats fiables et à moindre coût aussi bien en temps et en argent. Mais la MARP est essentiellement un processus accéléré d'apprentissage par le biais de différentes inter actions qui permettent de réunir une information riche et fiable.

On remarquera que la définition ci-dessus et celle donnée par l'AQUADEV se ressemblent et traduisent plus la MARP telle qu'elle est pratiquée aujourd'hui.

De ces définitions, il ressort que la MARP est une approche généralement utilisée en milieu rural. C'est une méthode participative pluridisciplinaire qui tire son succès du fait qu'elle innove en inversant les rôles des populations et des techniciens de développement dans l'élaboration et la mise en œuvre des projets de développement. En effet, le rôle de l'expert se limite désormais à la facilitation et les populations deviennent maintenant des acteurs fortement impliqués dans le diagnostic et la résolution de leurs problèmes. Elles cessent alors d'être des acteurs passifs qui reçoivent des experts des connaissances scientifiques sur leurs conditions de vie et leur réalité socio économique, pour devenir des partenaires dont le savoir local est reconnu et pris en compte dans les stratégies de résolution de leurs propres problèmes et de développement de leur terroir.

Pour mieux cerner les contours de cette approche, il nous a paru intéressant de résumer ses différents aspects dans un tableau pour ensuite les expliquer un à un.

TABLEAU 3 : La MARP, ses concepts, principes, objectifs, types, et outils

APPROCHE	RUBRIQUES	CONTENUS
<p><i>METHODE ACTIVE DE RECHERCHE PARTICIPATIVE OU METHODE ACCELEREE DE RECHERCHE PARTICIPATIVE OU METHODE ACTIVE DE RECHERCHE ET DE PLANIFICATION PARTICIPATIVES OU RAPID RURAL APPRAISAL ETC.</i></p>	1. Les concepts clés	<ul style="list-style-type: none"> • Savoir traditionnel • Multidisciplinarité • Participation • Processus itératif d'apprentissage • Flexibilité
	2. Les principes de base	<ul style="list-style-type: none"> • Triangulation • Ignorance optimale • Biais • Le savoir traditionnel • Degré acceptable d'imprécision • Visualisation • Innovation • Flexibilité • Exploration
	3. Les objectifs de la MARP	<ul style="list-style-type: none"> • Objectifs pratiques • Objectifs stratégiques
	4. Les types de MARP	<ul style="list-style-type: none"> • MARP exploratoire • MARP thématique • MARP de planification participative • MARP d'évaluation participative
	5. Les outils et méthodes de la MARP	<ul style="list-style-type: none"> • La revue documentaire • Les diagrammes • Les cartes • Les calendriers • Les entretiens • Les transects • Les profils historiques • Les classifications • Etc.

Source : reconstitution par présente étude

2.3. Les concepts clés de la MARP

Le savoir traditionnel : c'est une approche qui respecte et tient compte des connaissances locales. La MARP combine les connaissances des populations locales avec l'expertise scientifique moderne.

La multidisciplinarité : la composition de l'équipe de recherche, dans les limites de son efficacité, fera appel à plusieurs disciplines et domaines. Le but est la complémentarité surtout dans ses aspects social et technique.

La participation : nous venons de faire un long aperçu sur ce concept qui peut être considéré comme la partie charnière de la MARP. Les populations locales jusque là considérées comme des spectateurs prennent une place importante dans le processus de recherche.

Le processus itératif d'apprentissage : le processus de recherche renforce les capacités de l'équipe au fur et à mesure de son déroulement. Les connaissances et les informations utiles sont échangées et vérifiées tout au long de ce processus.

La flexibilité : Pour être efficace, la MARP doit cesser d'être appliquée de manière rigide et mécanique c'est-à-dire, oser remettre en cause les certitudes d'hier compte tenu de nouvelles situations qui se présentent aujourd'hui et s'il le faut réorienter les objectifs.

2.4. Les principes de la MARP

La triangulation : pour analyser un phénomène, la MARP suggère d'avoir au moins trois points de vue différents ou sources d'information d'où son nom de triangulation.

L'ignorance optimale : pour rendre cette approche efficace, on ne doit retenir que les informations essentielles permettant à l'équipe de recherche d'avancer rapidement. Un autre nom de la MARP est Méthode Accélérée de Recherche Participative. Ce qui veut dire que l'on doit glaner le maximum d'informations en un temps très court.

Mais le terme "accélérée" bien que prenant en compte l'aspect temps était critiquable du fait qu'il pouvait renvoyer à un empressement ou une superficialité dans la démarche de recherche. Aujourd'hui, on utilise de plus en plus le terme "active" pour faire ressortir la participation des populations locales et des autres acteurs dans la démarche.

Exemples : ne pas perdre son temps sur des questions certes intéressantes qui ne répondent pas aux objectifs de recherche ou négliger des problèmes liés à des objets d'utilité d'apparence marginale mais pouvant éclairer et apportant des réponses aux objectifs de recherche.

Les biais : ce sont des situations qui font que l'équipe de recherche soit tentée par la facilité ou l'accessible causant ainsi des écarts sur les résultats de recherche. Il y a plusieurs sortes de biais.

- le biais spatial : c'est la tendance à favoriser dans la recherche les zones accessibles surtout en période d'hivernage ;
- le biais saisonnier : c'est la tendance à mener des recherches pendant les périodes les plus agréables de l'année ;
- le biais sexuel : tendance à rencontrer ou à faire appel à plus d'hommes que de femmes ou vice versa;
- Le biais de politesse : tendance des interlocuteurs à ne donner que de réponses qui satisfont à l'enquêteur ou les membres de l'équipe de recherche ;

- le biais lié au statut économique ou social : tendance à n'interroger que les personnes influentes ou aisées qui sont généralement les plus accessibles car très proches de l'équipe de recherche et des centres de décisions ;
- le biais de langue : si les membres de l'équipe de recherche ne parlent pas la langue locale, les interprètes ont souvent tendance à tronquer les réponses reçues par l'équipe.

Le degré acceptable d'imprécision : la MARP n'est pas très utile pour collecter des informations quantitatives de grande précision. Elle sert plutôt à rassembler des informations à caractère tendanciel. Vouloir être trop précis, rendra la méthode fastidieuse, consommatrice de temps et sans résultats probants.

Il faudra toujours évaluer le degré de précision requis pour chaque type d'information recherché. Une fois qu'une piste sera dégagée, on pourra faire appel à d'autres outils pour améliorer la précision.

Le savoir traditionnel : voir les concepts de la MARP.

Ces cinq concepts que nous venons de définir constituent les principes de base de la MARP. A côté des ces principes de base, on en répertorie d'autres parmi lesquels on trouve :

La flexibilité : voir les concepts de la MARP.

La visualisation : la recherche doit se faire de manière pratique en s'appuyant sur les conditions de vie des populations, sur des faits, des relations, sur des problèmes.

L'exploration : c'est l'un des aspects clé de l'équipe de recherche car elle doit avoir une bonne curiosité pour découvrir d'autres centres d'intérêt.

L'innovation : les outils utilisés dans cette approche peuvent évoluer et il est du ressort de l'équipe de recherche de s'adapter.

2.5. Les objectifs de la MARP

Parler des objectifs de la MARP revient à répondre à la question : pourquoi a-t-on besoin de recourir à la MARP ? Et en répondant à cette question, on définira en filigrane les différents types de MARP.

Au début de ce paragraphe nous avons un peu parlé des objectifs de la MARP. Mais d'une manière générale on peut noter entre autres raisons :

Le constat d'échec des projets de développement des décennies précédentes dont les études étaient centrées sur l'expertise des consultants et des techniciens du développement avec à la clé des études et enquêtes formelles et coûteuses.

Le souci de faire participer les populations locales dans le processus de recherche et de développement de leur terroir. C'est ce que l'AQUADEV appelle les objectifs stratégiques de

la MARP. Inversion des rôles car les techniciens deviennent des facilitateurs et les populations de vrais acteurs de leur développement.

A côté des ces objectifs stratégiques, l'AQUADEV note des objectifs opérationnels qui concernent :

- l'identification des problèmes, besoins, potentialités ;
- la planification, le suivi et l'évaluation des activités ;

2.6. Les types de MARP

La MARP exploratoire : comme son nom l'indique il s'agit d'une MARP concernant une zone déterminée où il faut diagnostiquer des problèmes prioritaires dans le but de planifier des projets. La MARP exploratoire sert le plus souvent à faire les premiers contacts avec les populations compte tenu des outils qu'elle utilise.

La MARP thématique : il s'agit ici de dérouler une recherche par rapport un thème précis connu à l'avance. Exemples : on peut vouloir faire des recherches sur le thème des maladies diarrhéiques, de l'agriculture ou de la transhumance.

La MARP de planification participative : les problèmes identifiés lors de la MARP exploratoire peuvent être planifiés avec la participation des populations et éveiller leur intérêt par rapport à la démarche.

La MARP d'évaluation participative : on peut vouloir suivre ou évaluer une action de développement avec les populations locales et on peut aussi parler de MARP de suivi ou d'évaluation.

Tableau 4 : Les types de MARP (Extrait de l'Introduction à la MARP, Bara GUEYE, 1991)

TYPE DE MARP	EXPLORATOIRE	THEMATIQUE	EVALUATION PARTICIPATIVE	PLANIFICATION PARTICIPATIVE
OBJECTIFS	Collecte d'informations sur un problème général, accent mis sur les problèmes prioritaires	Approfondir la connaissance sur un thème spécifique identifié, généralement à partie d'une MARP exploratoire	Evaluer les résultats d'un programme ou d'une action	Implication des populations dans la planification ou réajustement des actions qui les concernent
RESULTATS	Formulation d'hypothèses préliminaires pouvant guider des recherches ultérieures	Formulation d'hypothèses spécifiques avec peut être des recommandations pour une action à mettre en œuvre	Révision des hypothèses de base, éventuellement réajustement du programme	Un programme ou plan identifié par les populations et mis en œuvre par elles mêmes
EXEMPLES	Etude de l'agro système d'une zone donnée ou identification des besoins prioritaires d'une communauté donnée	Etudes des problèmes de santé ou étude de la connaissance locale sur l'agro foresterie	Evaluation d'une technologie introduite dans une zone ou évaluation d'une action de reboisement	Action participée pour élaborer un plan de gestion des ressources locales

2.7. Les outils de la MARP

L'équipe pluridisciplinaire de recherche dispose de plusieurs outils qu'elle utilisera en fonction de :

- des objectifs de la recherche ;
- du temps dont elle dispose ;
- de la période où se fait la recherche ;
- du niveau de la participation ;
- etc.

Il serait fastidieux de parler dans ce mémoire de tous les outils que l'on peut utiliser au cours d'une MARP. C'est pourquoi nous nous contenterons de donner un aperçu sur quelques outils en essayant de donner à la fin les procédés d'application sur le terrain de quelques uns.

On peut diviser les outils de la MARP en trois grands groupes qui retracent la séquence de recherche participative. Il s'agit des outils de collecte d'informations, les outils de classification et de priorisation et les outils de planification et d'évaluation participative.

2.7.1 Les outils de collecte d'informations

D'une manière générale au début de la recherche, on a besoin d'avoir des informations sur les conditions de vie des populations et sur le contexte de l'étude ou de l'environnement des populations. Ces outils sont de loin les plus nombreux compte tenu de la diversité des informations que l'on cherche à acquérir. Il peut s'agir d'informations socio économiques, de données temporelles, de données spatiales ou de données socio institutionnelles.

➤ *Les outils d'analyse de contexte*

On trouve dans ce lot les outils suivants :

- L'observation et l'écoute

Ce sont les premiers outils dont disposent les chercheurs et qui leur permettent d'entrer en contact pour la première fois avec les populations. On a souvent tendance à les oublier pour se concentrer sur les outils formels.

- La revue documentaire, les données secondaires :

Comme pour l'écoute et l'observation, c'est un outil qui permet une bonne entrée en matière dans la recherche. Elle permet d'avoir des informations brutes sur les sujets et objets de recherche mais aussi d'avoir un aperçu sur le passé des actions de développement déjà menées, sur leurs forces et faiblesses. Le lecteur de ces documents ne doit cependant pas perdre de vue leurs insuffisances et/ou leur anachronisme.

- *Le diagramme de Venn :*

C'est aussi un outil d'analyse de contexte dans lequel le projet aura à évoluer. Il sert à cerner les interrelations qui existent entre les diverses institutions de la zone qu'elles soient internes ou externes à l'entité, privées ou publiques, nationales ou internationales.

Elle permet de déterminer les influences des différents organismes, les conflits potentiels, et leur poids dans la prise de décisions. Cet outil est surtout intéressant grâce aux discussions qu'elle peut soulever. En complément avec le profil historique, elle permet d'avoir des données agrégées sur l'histoire, le peuplement du terroir, les grandes dates qui ont marqué son évolution.

- La carte sociale :

Elle permet d'avoir un aperçu sur la structure sociale de l'entité du projet. C'est un outil puissant pour appréhender la composition socio économique de la zone du projet : ethnies, castes, religions, ménages, migrations, riches et pauvres, groupes socio professionnels, type d'habitat etc.

- La carte des ressources :

Il s'agit ici de connaître une communauté à travers ses ressources au sens large du terme. On pense aux infrastructures (routes, ponts, barrages, écoles centres de santé ou dispensaires), les points et sources d'eau, les terres agricoles, de pâturage, les forêts, la main d'œuvre locale, le cheptel etc. ainsi que sa répartition géographique sur le territoire de la communauté. Cet outil permet de faire le point sur les potentialités d'une localité en vue d'investissement futur.

- Le profil historique :

C'est un diagramme qui retrace les faits marquants de l'histoire d'une zone ou d'un village avec l'objectif de retenir les faits qui intéressent les objectifs de l'étude. Les personnes susceptibles de fournir ces informations sont les personnes âgées, les griots qui sont souvent les historiens des villages. On notera que l'histoire du peuplement de la zone ou village pourra être analysée.

- Le diagramme des flux :

Pouvant venir en complément au diagramme de Venn, le diagramme des flux est un outil qui permet de voir les relations entretenues par le village ou la zone avec les autres villages. Il s'agit là de définir la nature de ces relations et leur intensité, les échanges et leur type.

➤ *Les outils d'analyse de conditions de vie*

Comme leur nom l'indique, ce sont des outils qui s'intéressent aux conditions de vie des populations.

- Le calendrier saisonnier :

C'est un outil très important pour conduire une recherche réussie car il permet de connaître les principales activités des villageois et leur changement au cours de l'année. Il permet en outre de voir la charge de travail des populations, l'utilisation de la main d'œuvre, comment les revenus fluctuent en cours de l'année.

- La matrice des revenus et des dépenses

Son but est de comprendre la composition et la répartition des revenus selon les sources et le genre ainsi que pour les dépenses.

- Les calendriers composés :

Les calendriers d'une manière générale donnent des informations sur les différents changements intervenus au cours d'une période, le plus souvent une année. On peut ainsi dresser le calendrier cultural pour les différentes cultures faites par an, les périodes de semis ou de récolte. Ce sont les calendriers spécifiques. On peut cependant regrouper plusieurs calendriers spécifiques pour en faire un calendrier composé. Ces calendriers permettent de voir les interrelations entre différents phénomènes. A titre d'exemples on peut être amené à voir les relations entre la pluviométrie et les types de culture ou la relation entre les prix des

céréales et la période de soudure ou encore la relation entre les revenus des hommes et ceux des femmes ou la relation entre l'emploi de la main d'œuvre féminine et le moment de la cueillette des produits de la brousse.

- Le transect :

Il constitue avec les cartes les principaux outils de données spatiales et sont souvent complémentaires. Tandis que les cartes donnent une vue aérienne de la zone étudiée ou du village, les transects donnent une coupe horizontale de l'éco système. Il permet par exemple de voir pour chaque type d'écosystème, la composition de la végétation, le type de sol, les différents espèces d'animaux, l'occupation de l'espace en terme de forêts, de champs, les variétés d'arbres etc.

- La carte du village :

La carte du village est un outil qui rassemble plusieurs données spatiales et apparaît comme une photographie aérienne de la localité. Lors de la recherche il est important de laisser les populations faire elles mêmes la carte et décider du quoi y mettre ceci permettra au chercheur de noter qu'est ce qui est important pour elles.

- L'interview semi structurée :

Selon Bara GUEYE, l'interview semi structurée constitue avec la revue des données secondaires, les principaux outils de la MARP, car non seulement on peut les utiliser seuls mais elles viennent souvent en appoint à d'autres outils, donc on les retrouve pratiquement dans tous les MARP.

L'interview semi structurée comme son nom l'indique n'est pas un questionnaire exhaustif mais on note les grands axes de l'interview. Les interviews semi structurées peuvent concerner un groupe ou focus group, une ou des personnes ressources ou encore être individuelle.

Compte tenu du fait que ce sont les grandes lignes de l'entretien qui sont mentionnées, l'intervieweur doit être assez cohérent dans la succession des questions posées et pour cela il lui faut un peu d'expérience.

- Portraits et anecdotes :

Au cours de la recherche, l'équipe peut être témoin de situations inédites qui peuvent étayer des résultats. Les anecdotes rencontrées au cours des entretiens ainsi les portraits des individus, rentrent dans ce cadre.

2.7.2 Les outils de classification et de priorisation

Dans ce lot, on retrouve principalement deux outils, le diagramme de classification par préférence par paire et le diagramme de hiérarchisation et d'analyse des problèmes.

Le diagramme de classification par préférence et par paire :

C'est un diagramme qui permet aux populations de donner leur préférence entre plusieurs choix possibles qui peuvent être par exemple le choix entre des espèces d'arbres ou la priorisation entre des secteurs comme la santé, l'éducation, l'hydraulique etc.

Il est à noter que le nombre d'objets à classer ne doit pas dépasser six ou sept sinon l'exercice devient fastidieux. Cette liste restreinte est donnée par les populations après une discussion pour l'arrêter à ce nombre.

Le diagramme de hiérarchisation et d'analyse des problèmes :

Il sert à présenter et à débattre des contraintes communes à toute une communauté ou à une partie de celle-ci. Il sert aussi à envisager les potentialités de développement à la suite des problèmes décelés.

2.7.3 Les outils de planification et d'évaluation participative

Le tableau de planification villageoise ou le plan d'actions communautaire

C'est un tableau qui permet de planifier les différentes actions de développement concernant un village ou une communauté. Son élaboration se fait donc avec les populations qui répertorient les actions liées aux contraintes dégagées en donnant les ressources, les responsables, les résultats attendus et les bénéficiaires.

Le tableau ou le cadre pour cet outil peut contenir une certaine variété d'informations, à titre d'exemple il pourrait ressembler au tableau suivant :

TABLEAU 5 : Plan d'actions communautaires

ACTIVITES	RESPONSABLES	INDICATEURS	LOCALISATIONS	COUTS / MOYENS	ECHEANCES

Le cadre ou rapport de suivi et la grille ou rapport d'évaluation

Le rapport de suivi est un tableau qui permet comme son nom l'indique de contrôler la progression des activités et résultats de l'action de développement en fonction des indicateurs prédéterminés. Son masque pourrait ressembler au tableau qui suit :

TABLEAU 6 : Cadre de suivi

STRUCTURES DU PROJET	INDICATEURS	PREVUS	REALISES	ECARTS	RECOMMANDATIONS
Activités					
Résultats					

La grille ou rapport d'évaluation ressemble à celui du suivi mais diffère de celui-ci par les paramètres contrôlés c'est-à-dire l'objectif général et l'objectif spécifique.

TABLEAU 7 : Grille d'évaluation

STRUCTURES DU PROJET	INDICATEURS	PREVUS	REALISES	ECARTS	RECOMMANDATIONS
Objectif général					
Objectif spécifique					

2.8. Les limites de la MARP

La MARP bien qu'elle soit une approche très utilisée dans le domaine du développement, a des limites objectives qu'il convient de connaître pour ne pas la prendre comme un outil à tout faire. Parmi ces limites on peut noter :

C'est une approche participative qui fait naître beaucoup d'espoirs chez les populations participantes et pour cela il mérite un suivi particulier.

D'autres études viennent souvent en complément de la MARP, pour approfondir des thèmes.

Beaucoup de spécialistes lui reprochent le manque de précisions des informations fournies car elle reste très inefficace pour des informations quantitatives.

Comme la recherche est menée dans un temps relativement court, les résultats obtenus peuvent s'avérer superficiels et très éloignés de la réalité si les chercheurs ne sont expérimentés ou mènent la recherche en dehors des standards.

La MARP est un processus itératif d'apprentissage qui demande de la patience de la part des techniciens et font appel à leur capacité de résoudre des problèmes dans de brefs délais, et d'adaptation au contexte culturel.

CHAPITRE II : CONTEXTE ET METHODOLOGIE

SECTION 3 : LE CONTEXTE

Pour cette étude, le contexte va être déterminé par la situation de la pauvreté dans le département de Podor, zone géographique du projet, le futur opérateur et un bref aperçu socio économique du département.

3.1. L'organisme demandeur de l'étude : le PRP

Le PRP ou Programme d'Appui à la Mise en œuvre de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté est un programme logé au sein du ministère de la famille dont le but est de lutter contre la pauvreté en milieu rural et semi urbain notamment avec son deuxième axe.

Comme il a été mentionné dans l'introduction, ce programme agit sur deux principaux axes que sont **l'appui au pilotage stratégique** et **la promotion de dynamiques locales de développement économique et social**.

C'est la Cellule de Suivi et de Contrôle des Programmes de Lutte contre la Pauvreté, CSCPLP, qui dépend du ministère de l'Economie et des Finances qui assurent le suivi et le contrôle du programme.

L'axe 2 du PRP qui est particulièrement visée par cette étude couvre trois régions qui sont LOUGA, SAINT LOUIS et MATAM. Fortement articulé avec cet axe, le déploiement du programme dans ces régions confrontées à de lourdes contraintes de développement économique et social, s'inscrit dans le cadre du renforcement du partenariat avec la coopération luxembourgeoise.

L'importance du portefeuille de l'assistance constitue une opportunité pour le développement des plateformes motrices d'un développement économique et social durable. Dans sa composante opérationnelle, le PRP travaille ainsi à asseoir un partenariat dynamique et mutuellement avantageux avec les agences du système des Nations Unies telles que l'ONUDI, BIT, FENU.

La mise en œuvre de la composante se fait selon une approche de forte concentration géographique et sectorielle d'activités autour d'espaces polarisateurs dénommés Centres Pilotes du Millénaire pour le Développement (CPMD). Ce CPMD peut être une commune, une communauté rurale ou un village et devrait couvrir un espace suffisamment étendu et relativement homogène avec des capacités endogènes d'articulation entre le milieu rural et le milieu urbain.

Compte tenu de l'importance du volume des activités, et la contrainte de donner des résultats dans un délai relativement court font que le programme veut être appuyé dans sa tâche de ciblage, de diagnostic et planification par un technicien pour la mise en œuvre de microprojets et de sous projets communautaires en partant d'une situation de référence et d'une évaluation participative des besoins prioritaires des CPMD.

La démarche participative devra inclure non seulement les populations locales y compris les élus, les intervenants dans la zone mais surtout les services techniques déconcentrés tant au niveau local que régional.

3.2. Aperçu sur le département de PODOR

3.2.1 Situation géographique et administrative

PODOR constitue avec DAGANA et SAINT LOUIS, les trois départements de la région de SAINT LOUIS. Il couvre une superficie de 12 947 km² pour une population d'environ 300 000 habitants. Sa densité est de 22 habitants au km². Le département compte une grande île de 150 km de long sur 15 appelée ILE A MORFIL qui compte 50 000 habitants coincé entre le fleuve Sénégal et son défluent appelé Doué.

Il est limité au nord par le fleuve Sénégal, à l'ouest par le département de DAGANA, au sud par la région de LOUGA plus particulièrement le département de LINGUERE et à l'est par le département de MATAM. Le département est balayé par un vent chaud et sec soufflant du nord à l'est appelé harmattan. Il a un climat semi désertique avec une saison pluvieuse d'AOUT à OCTOBRE. Malgré une douzaine de communes, le département reste très rural avec une population qui vit essentiellement d'agriculture, d'élevage, de pêche continentale et de petit commerce.

Le département de PODOR compte 04 arrondissements, 12 communes, 10 communautés rurales, et 255 villages.

Tableau 08 : Collectivités locales du département de PODOR

DEPT.	COMMUNES	ARRONDISSEMENTS	COMMUN. RURALES
PODOR	Podor	CAS CAS	Méry
	Golléré		Doumga Lao
	Ndioum		Madina Diathbé
	Niandane	GAMADJI SARRE	Gamadji Saré
	Mboumba		Dodel
	Guédé Chantier		Guédé Village
	Démette	THILLE BOUBACAR	Fanaye
	Galoya		Ndiayene Peindao
	Toucouleur		Mbolo Birane
	Aéré Lao	SALDE	Boké Dialloubé
	Pété		
	Bodé Lao		
	Walaldé		

Source : ANSD, S.E.S de la région de St Louis

3.2.2. Contexte socio économique et répartition de la population

Majoritairement composée d'Hal Pulaar (80 %), la population du département compte également des Wolof (12 %), des Maures (05 %), des Soninkés (02 %), et autres ethnies (01 %). Elle est essentiellement musulmane. Ces populations sont fortement ancrées dans leurs valeurs socioculturelles. Ce phénomène explique beaucoup les difficultés d'acceptation de changements initiés par le monde moderne (mariage forcé, mutilation génitale féminine, tatouage).

La population est inégalement répartie : forte concentration dans la zone du Walo et sur l'axe routier dit route du Fouta qui polarise la quasi-totalité des grandes villes. Cette forte concentration contraste avec les zones inhabitées des vastes étendues du Diéry qui se singularisent par le manque d'eau et de végétation au moment où le Walo est arrosé par le fleuve Sénégal et ses nombreux bras dont les plus connus sont : le Doué, le Gayo et le Ngallenka....

La vie socio-économique des populations du département de Podor reste pour une grande part, influencée par la configuration du milieu physique et naturel qui détermine selon l'endroit où l'on se situe, le type d'activité.

En effet, des périmètres inondables du "DANDE MAYO" compris entre les fleuves, Ngallenka, Doué et Gayo, aux vastes superficies du Diéry, les activités économiques restent largement dominées par l'agriculture, qui s'effectue en mobilisant près de 70 % de la population (source : monographie du département de Podor). Celle-ci se pratique avec l'irrigation, et la décrue dans le Dandé Mayo, est pour une grande part, maraîchère avec des spéculations comme l'oignon, la patate douce, le gombo; à cela s'ajoute le riz et le bereef. Alors que dans le Diéry, les cultures sous-pluie à dominante céréalière constituent l'essentiel des productions. Les populations ont profité des vastes espaces de pâturage pour développer l'élevage qui constitue l'autre secteur dynamique du département. En effet, ces deux secteurs (agricole et pastoral), ont impulsé un autre dynamisme autour de leurs produits à savoir le commerce. Il se développe à travers les divers marchés hebdomadaires ou "Louma", des forges pastorales et autres gros villages sur l'axe routier St-Louis – Matam procurant des revenus substantiels aux populations surtout à l'occasion des fêtes religieuses : Tabaski, Maouloud, Korité etc.

Les femmes, au même titre que les hommes, sont fortement impliquées dans ces activités socioéconomiques à travers les organisations de femmes avec comme activités phares le petit commerce, le maraichage, l'artisanat et l'écoulement des produits laitiers.

3.2.3. Données climatiques et pédologiques

Le climat est ici de type sahélien avec deux saisons distinctes : une saison des pluies qui s'étend sur trois mois au maximum (de Juillet à Septembre) et une saison sèche occupant le reste de l'année.

Les sols sont regroupés en sols du lit majeur appelés le Waalo et en sols des terres non inondées ou « Jeeri », entre les deux, une zone de transition appelée « djédiogol ».

Les sols du WALO sont d'origine alluvionnaire, argileuse et régulièrement inondés. On distingue :

Les sols de levées :

- Les Falô, sols sablo-limoneux des berges du lit mineur du fleuve, propices aux cultures maraîchères ;
- Les Diacré, bourrelets sablo-limoneux recouverts par les crues moyennes à fortes ;
- Les fondé, sols filtrants sablo-argileux à sablo-limoneux des hautes levées plus ou moins inondées et favorables à toutes cultures. Ces sols occupent 33% des terres irrigables de la vallée ;

Les sols des cuvettes :

Ces sols sont constitués d'argiles de décantation avec deux variantes: les Hollalde très argileux et les Faux Hollalde moins lourds de texture argilo-limoneuse.

Ils sont favorables à la riziculture et au Sorgo de décrue. Ils sont aussi le siège des forêts de Gonakiers.

Les problèmes des sols

Les problèmes rencontrés au niveau de la qualité des sols sont les suivants :

- La salinisation : plus présente dans le Delta;
- Les résidus de pesticides et herbicides : contamination des nappes;
- L'acidification: formation de pyrite (FeS_2) si le drainage n'est pas adéquat;
- L'alcalinisation: avec une hausse du PH du sol sous l'irrigation; l'absorption des éléments nutritifs est mis en mal;
- Les plantes aquatiques envahissantes : Jacinthe d'eau, fougère aquatique et récemment le *Salvinia Molesta*;
- L'érosion: hydrique et éolienne caractérisée par un dépôt d'alluvion dans le lit des cours d'eaux.

La pluviométrie

Elle est caractérisée par son faible niveau par rapport à la moyenne nationale. Le tableau suivant donne les précipitations de 2004 à 2009.

24 mai 2010

TABLEAU 09 : Les quantités de pluies en mm par jour, enregistrées de 2003 à 2009 (source : CADL)

Postes	2003/04	2004/05	2005/06	2006/07	2007/08	Moyenne	2008/09	Ecart entre Moyenne et 2008/09
Podor	364,2 en 26 jrs	145,5 en 15jrs	327,3 en 22 jrs	302,5 en 24 jrs	192,3 en 17jrs	266,4 en 21jrs	213,9 en 24jrs	-52 mm et 3jrs
Ndioum	258,4 en 20jrs	175,1 en 19jrs	396 en 24jrs	255,1 en 18jrs	239,7 en15jrs	264,9 en 19jrs	225,5 en 18 jrs	-39 mm et -1jrs
Fanaye	226,6 en 20jrs	160,4 en 14jrs	282,2 en 20jrs	223,9 en 22jrs	219,7 en 16jrs	222,6 en 18jrs	202,9 en 18jrs	-20mm et 0jrs
Galoya	234,5 en 12jrs	248,8 en 18jrs	544,1 en 33jrs	352,1 en 22jrs	145,1 en 15jrs	304,9 en 20jrs	274,4 en 18jrs	-31mm et -2jrs
Aéré Lao	364,6 en 24jrs	262,5 en 21jrs	548 en 27jrs	223 en 17jrs	204,5 en 17jrs	320,5 en 21jrs	237,8 en 14jrs	-83 mm et -7jrs
TOTAL	1148,3 en 92 jrs	992,3 en 87jrs	2097,6 en 126jrs	1356,6 en101jrs	1001,3 en 81jrs	1379,3 en 99jrs	1154,5 en 82 jrs	-224,8mm et -11jrs

3.2.4. Les cours d'eau, la faune et la végétation

Les cours d'eau

Les cours d'eau que l'on peut noter sont:

Le fleuve Sénégal, qui longe le département sur près de 250 km avec un débit de 732m³/s et le sépare de la Mauritanie avec deux points de passage autorisés: Podor/Luczeyba et Démeth/Bogué.

Le défluent le Doué qui se détache du Fleuve Sénégal pour ceinturer avec lui une bande de terre large de 20 kilomètres et longue de 200 kilomètres appelé L'île à Morfil.

Le Gayo un autre défluent important du fleuve Sénégal.

Le Ngalanka qui dégage une grande cuvette du même nom.

La végétation et la faune

Le département présente 74% de steppe, 7% de savane arbustive à arborée et 2% de forêts. La faune est estimée à 10% de celle régionale.

3.2.5. L'élevage et le cheptel

Le département de Podor, à l'image de son voisin, le département de Linguère, compte une importante population d'animaux d'élevage qui fait que ce secteur est très dynamique. En effet l'élevage constitue la deuxième activité des populations du département après celle de l'agriculture, mais le secteur reste marqué par son caractère extensif.

En plus de cette forte population qui est dominée par les ovins et les bovins, le département compte un millier de camelins et environ un million cinq cent milles volailles toutes espèces confondues.

Trois types d'élevage sont pratiqués dans le département :

- l'élevage extensif dans le diéry ;
- l'élevage semi intensif pratiqué dans le walo et sur l'axe du goudron ;
- l'élevage de case autour des concessions.

Le potentiel du secteur est surtout concentré dans l'arrondissement de SALDE qui regroupe une partie importante du cheptel.

Malgré de fortes potentialités, le secteur présente quelques contraintes comme la situation sanitaire précaire des troupeaux, l'insuffisance de forages pastoraux, l'absence d'unités de transformation de lait, la cherté des aliments de bétail, etc.

Les deux tableaux suivants donnent un aperçu des effectifs de bétail du département et du nombre de forages.

24 mai 2010

TABLEAU 10: Les forages pastoraux du département

DEPARTEMENT	ARRONDISSEMENT	COMMUN. RURALE	FORAGES	
PODOR	CAS-CAS	DOUMGA LAO	10	
		MADINA NDIATBE	11	
		MBOUMBA	7	
	Total CAS-CAS			16
	GAMADJI SARRE	DODELE		13
		GAMADJI SARRE		8
		GUEDE VILLAGE		14
	Total GAMADJI SARRE			35
	SALDE	GALOYA TOUCOULEUR		9
		PETE		13
	Total SALDE			22
	THILLE BOUBACAR	FANAYE		6
		NDIAYENE PENDAO		6
	Total THILIE BOUBACAR			12

Source : Chef CADL d'AERE LAO

24 mai 2010

TABLEAU11 : Le cheptel du département (Source : Service départemental de l'élevage de PODOR)

Arrondis.	Collectivités Locales	Bovins	Ovins	Caprins	Equins	Asins
SALDE	Bokki Dialoubé / Pété	28 576	50 000	38 000	2 420	4 840
	Mbollo Birane / Galoya	25 077	45 000	30 000	1 936	3 630
Cas - Cas	Dumga Lao / Aéré Lao/ Bodé Lao	30 742	40 000	26 005	1392	2515
	Madina Ndiathbé	25 000	41 000	20 000	1 633	1694
	Mboumba	17 496	35 000	25 000	1 331	2.541
Gamadji Saré	Gamadji saré	30 000	45 000	25 000	3 510	5 687
	Dodel / Démette	20 000	40 000	20 000	2 178	3 630
	Guédé village/ Guédé chantier	27 750	40 000	25 000	2.299	2.783
Thilé Boubacar	Fanaye	26 244	47.656	34.375	3.993	5.203
	Ndiayène Pendao	23 911	49.218	29.687	2.420	6.897
Communes	Podor	300	3.500	2.000	65	43
	Ndioum	3 091	7 907	6 417	270	130
	Golléré	1000	4 000	2 000	79	83
	Niandane	1 500	5 000	2 000	200	300
TOTAUX		260 680	451 281	284 484	23 726	39 976

24 mai 2010

3.2. 6. Les partenaires au développement

Le département de Podor bénéficie d'un certain nombre de programmes et de partenaires qui accompagnent les collectivités locales dans leurs efforts de développement. Généralement, leur intervention est de dimension départementale. Toutefois, il est noté une relative faiblesse de la présence de la coopération décentralisée par rapport au développement de celle-ci dans les départements de Dagana et de Saint-Louis.

TABLEAU 12 : La matrice des principaux partenaires au développement du département de Podor

Structures	Domaines d'intervention	Zones d'intervention
CPI	Micro-finance, agriculture, éducation, santé	Département de Podor
OMVS	Environnement, lutte contre la pauvreté	Département de Podor
CECAP	Micro finance	Département de Podor
PAPEL	Elevage	Département de Podor
PADER	Renforcement de capacité, agriculture, développement local	Arrondissements Thillé -Boubacar, Gamadji-Saré
PSIDEL	Renforcement de capacité, développement local	Département de Podor
PNDL	Renforcement de capacité, développement local	Département de Podor
Partenariat (Saint-Louis)	Renforcement de capacité, développement local	Communes de Niandane et Podor
P.R.P	Lutte contre la pauvreté	Département de Podor
PDER	Formation professionnelle et insertion des diplômés des centres de formation	Podor commune
Terre des Hommes	Santé maternelle/infantile	Département de Podor
PIP	Micro-finance Education Agriculture Hydraulique Environnement	Département de Podor

Source : monographie du département de Podor

3.3. Etude du profil pauvreté du département

3.3.1 Accès aux services sociaux de base

L'accès à l'infrastructure sociale de base est important pour les populations. Leur disponibilité facilite les conditions de vie ; il est par exemple plus facile de s'éclairer à l'électricité qu'à l'aide d'une lampe tempête. L'accès à certains services, l'eau potable notamment, ont des externalités positives sur la santé des populations, l'eau non potable étant le vecteur de plusieurs maladies. Enfin, l'accès aux infrastructures contribue à réduire la pauvreté en aidant à la création des activités génératrices de revenus, à améliorer la productivité et en permettant l'intégration des pauvres aux marchés, et en réduisant le temps alloué aux déplacements et aux activités de collecte de bois et d'eau

3.3.1.1 Accès à un point d'eau

En 2009, 73,61% de la population rurale de la région de Saint-Louis a accès à un point d'eau. Ce pourcentage n'est pas uniforme à toutes les communautés rurales, on note que les populations de la communauté rurale de Doumga Lao (ex Aéré Lao) n'ont pas toutes accès à un point de d'eau à moins d'un kilomètre. Seulement 22,23% de cette population a accès à un point d'eau situé à moins d'un kilomètre.

Il ressort de cette analyse que la quasi-totalité des habitants de Doumga Lao n'ont pas accès à un point d'eau très proche. Cependant, l'eau étant source de vie et indispensable au bien être des populations, il reste une proportion non négligeable de 78,77% qui accède difficilement à un point d'eau.

3.3.1.2 Accès à une école primaire

On note que la quasi-totalité (86,22%) des ruraux de la région de Saint-Louis ont accès à une école primaire. Il est aussi important de souligner qu'une part relative non négligeable de 14,78% des habitants parcourent plus d'un kilomètre pour avoir accès à une école primaire.

Dans la communauté rurale de Doumga Lao, 77,8% de la population a accès à une école primaire contre 22,2% qui parcourent plus d'un kilomètre pour y avoir accès.

Cependant, il reste encore à construire beaucoup d'infrastructures scolaires dans ces types de localités pour assurer une bonne trajectoire du Sénégal dans l'atteinte des OMD : « Assurer l'éducation primaire pour tous », d'ici à l'horizon 2015.

3.3.1.3 Accès à un poste de santé

Parmi la population rurale de la région de Saint-Louis, seulement un peu plus de la moitié (56,93%) des habitants ont accès à un poste de santé.

Cette part relative cache quelques disparités au regard des communautés rurales. Dans la communauté rurale de Dounga Lao seulement 13,76% de la population a accès à un poste de santé proche de son lieu d'habitation.

Cette analyse traduit les efforts qui devront être consenti dans cette communauté rurale en matière d'infrastructures de santé.

3.3.1.4. Accès au commerce

Parmi la population rurale de la région de Saint-Louis, 62,53% des habitants ont accès au site de commerce.

Dans la communauté rurale de Doumga, on note que 42,5% de la population ont accès au commerce à moins d'un kilomètre.

3.3.1.5. Accès à une route

On note que 85,14% de la population rurale de la région de Saint-Louis ont accès à une route contre 14,86% qui se déplace à plus d'un kilomètre pour y avoir accès.

Ce pourcentage cache de fortes disparités au regard des communautés rurales de la région. Dans la communauté rurale de Doumga, seulement 16,44% de la population a accès à une route à moins d'un kilomètre.

3.3.2 Niveau de pauvreté : Indice d'accès global aux services sociaux de base

Selon les résultats de l'enquête village de 2009, l'indice global (ou indice composite) d'accès aux services sociaux de base en zone rurale est estimé à 350 dans la région de Saint-Louis ce qui la classe au neuvième rang national. Le seuil de pauvreté basé sur l'indice synthétique est estimé à 250, ce qui fait de la région de Saint-Louis, une région qui a un milieu rural pratiquement assez bien servi en matière d'accès aux services sociaux de base.

Cependant l'analyse suivant les communautés rurales laisse apparaître des disparités criardes en défaveur des communautés rurales de Doumga (100 sur 500), Gamadji Saré (200 sur 500), Ronkh (200 sur 500) et Madina Ndiathbé (200 sur 500).

Les communautés rurales dont l'indice d'accès aux services sociaux de base est en dessous de 250 sont considérées comme pauvres (c.à.d. que moins de 50% a accès aux services de base). Les communautés rurales de Doumga, Gamadji Saré, Ronkh et Madina Ndiathbé ont des indices d'accès au dessus du seuil. Il faut dire que moins de 50% des habitants de ces communautés rurales ont accès aux différents services sociaux de base.

TABLEAU 13 : Accès de la population des communautés rurales du département aux services sociaux de base (Extrait études ANSD)

Arrondissements	Communautés rurales	Nombre de villages	Nombre d'habitants	Pourcentage de la population ayant accès à					Notes attribuées selon le niveau de l'accès					indice d'accès global
				Point d'eau	Ecole primaire	Poste de santé	commerce	Route	Point d'eau	Ecole primaire	Poste de santé	Commerce	Route	
THILLE BOUBACAR	FANAYE	07	34516	96.7	100	88.9	100	78.6	100	100	100	100	100	500
SALDE	MBOLO BIRANE	17	24469	94.7	92.7	64.9	87.4	64.9	100	100	50	100	50	400
THILLE BOUBACAR	NDIAYE PENDAO	15	23494	94	97	64.1	97.7	72.7	100	100	50	100	50	400
GAMADJI SARRE	GUEDE VILLAGE	24	52170	80.3	86.7	65.7	86.7	61.8	100	100	50	100	50	400
CAS - CAS	MERY	16	16185	74.7	82.6	70.1	78.9	68.5	50	100	50	100	50	350
GAMADJI SARRE	DODELE	17	41197	88.7	88.7	64.8	88.7	39.9	100	100	50	100	0	350
SALDE	BOKKI DIALLOUBE	27	19414	98.5	91.3	45.6	93.9	37.6	100	100	0	100	0	300
CAS- CAS	M. NDIATHBE	15	32 607	53.3	66.6	49.4	60.7	55	50	50	0	50	50	200
GAMADJI SARRE	GAMADJI SARRE	14	25 974	54.5	72.7	41.2	89.3	34.2	50	50	0	100	0	200
CAS - CAS	DOUMGA LAO	13	26079	32.7	77.8	13.8	42.5	16.4	0	100	0	0	0	100

COMMENT LIRE LE TABLEAU :

- La note 100 est attribuée si le pourcentage de la population de la C.R. ayant accès à un service social de base (poste de santé, école primaire, point d'eau, route ou commerce) est supérieur ou égal 75 %, la note 50 si le pourcentage est compris entre 75 % et 50% et la note 0 si ce pourcentage est inférieur à 50.
- La note globale de chaque C.R. = indice global d'accès = I (eau) + I (école) + I (route) + I (santé) + I (commerce) et cette note globale peut varier entre zéro et cinq cents

Suite de commentaires du tableau

- **Indice eau** = Proportion de la population ayant accès à une source d'eau potable borne fontaine ou robinet ou puits moderne dans le village ou à moins d'un kilomètre de son village
- **Indice école** = Proportion de la population scolaire ayant accès à une école primaire dans le village ou à moins de trois kilomètres
- **Indice santé** = Proportion de la population ayant accès à une poste de santé ou case de santé dans le village ou à moins de cinq kilomètres
- **Indice route** = proportion de la population ayant accès à une route bitumée ou latéritique dans le village ou à moins de cinq kilomètres
- **Indice commerce** = proportion de la population ayant accès à une boutique, commerce ou marché dans le village ou à moins de cinq kilomètres

NB : Ce tableau ci-dessus nous permettra, entre autres critères, de faire le ciblage pour le ciblage du CP

SECTION 4 : LA METHODOLOGIE

4.1. Méthodologie générale de l'étude

Aux deux niveaux de l'identification du CPMD d'une part et de l'exercice de diagnostic d'autre part, l'étude a été conduite sur une base participative couplée toutefois d'une approche quantitative minimale. Ses principales étapes sont résumées dans le tableau ci-dessous.

TABLEAU 14 : Résumé méthodologique

N°	PHASES	ETAPES
01	PREPARATOIRE	1.1 Prise de contact
		1.2 Choix des animateurs
		1.3 Formation des animateurs
02	CIBLAGE OU IDENTIFICATION	2.1 Revue documentaire
		2.2 Information et mobilisation
		2.3 Esquisse des critères de ciblage
		2.4 Consultation des parties prenantes et stabilisation
		2.5 Choix des CPMD
03	DIAGNOSTIC	3.1 Enquête ménages
		3.2 Collecte de données infrastructures et organisations
		3.3 Enquête pauvreté
		3.4 Interviews de personnes ressources
		3.5 Travaux de focus groups
04	VALIDATION	4.1 Restitution des résultats du diagnostic
		4.2 Rédaction pré rapport
		4.3 Validation
		4.2 Rédaction du rapport définitif

4.2. Phase préparatoire

La première phase du processus de diagnostic et de détermination des besoins prioritaires du CPMD a commencé par le contact avec les autorités administratives et des élus locaux à savoir le préfet du département et le sous préfet de l'arrondissement qui abrite le CPMD ainsi que les conseillers ruraux ou municipaux.

Cette prise de contact nous a permis de rappeler les objectifs de l'étude ainsi que le processus qui a abouti au choix de la localité comme CPMD. Après cette rencontre avec les autorités une réunion de lancement des activités a été tenue dans chaque CPMD en prenant soin de s'assurer de la présence des différents groupes socio économiques, des élus locaux, des chefs des villages polarisés, des techniciens des services déconcentrés et des couches vulnérables comme les handicapés, les personnes âgées ainsi que de la population d'une manière générale.

Ces réunions ont été surtout des tribunes pour revenir sur l'objet assigné à l'étude (accompagnement des populations), la notion de CPMD, de la méthodologie de travail, et la

nécessaire mobilisation ainsi que l'engagement des populations pour la réussite de la mission. Des échanges très fructueux ont suivi les différentes interventions ce qui a montré tout l'intérêt que les populations portent au projet.

La deuxième étape de la phase de préparation a été le recrutement et la formation des animateurs. Là nous avons, avec l'appui du chef CADL, misé en plus de l'expérience et du niveau d'étude, sur le recrutement d'animateurs locaux qui connaissaient déjà la localité et parlaient la langue Pulaar. Ces animateurs ont été secondés et supervisés par l'équipe renforcée par un ingénieur statisticien qui interviendra dans l'étude de la situation de référence de la pauvreté dans le CPMD.

La dernière étape de la phase de préparation a été la cartographie du CPMD avec l'aide du chef CADL et des élus locaux. Ce travail nous permis de délimiter le CPMD, de valider les villages polarisés et faire un premier inventaire de ses ressources.

4.3. Phase d'identification ou ciblage

- ***Revue documentaire***

Les entretiens avec les différents services techniques du département nous ont permis de collecter diverses informations issues de la documentation mise à notre disposition. Nous nous sommes familiarisés avec les données socio économiques du département et nous avons pu noter les atouts et les contraintes globales pour asseoir son développement à travers des documents comme les monographies de région, de département, des PLD, la S.E.S de la région de SAINT LOUIS et d'autres enquêtes déjà effectuées.

- ***Information et mobilisation***

Une mission exploratoire de trois jours a été effectuée du 12 au 14 Mai 2010 pour d'abord rencontrer les autorités administratives des départements concernés pour les informer des objectifs et du calendrier de la mission d'une part et pour solliciter leur engagement d'autre part. Nous avons aussi rencontré des chefs de services techniques et acteurs du développement des départements pour les mêmes objectifs.

- ***Esquisse des critères d'identification des CPMD***

A l'issue de la visite exploratoire les critères globaux suivants ont été retenus compte tenu des entretiens sommaires avec les services techniques et des résultats issus de l'analyse documentaire.

- Haut potentiel économique ;
- Disponibilité de ressources ;
- Dynamique organisationnelle impulsée ou déjà forte.

- ***Consultation des parties prenantes et stabilisation des critères***

A l'issue de la réunion de présentation de la méthodologie des opérateurs les critères suivants ont été retenus ainsi que la définition que recouvrait le terme de CPMD.

Définition :

Le CPMD renvoie à un espace géographique suffisamment attractif et polarisateur avec un réel potentiel de développement économique et social permettant de bâtir un partenariat conséquent et la préservation de l'environnement. A ce titre, le CPMD prend en compte, notamment, les principes de l'intercommunalité et de développement équilibré.

Critères :

- Existence d'un potentiel économique et social ;
- Existence d'une demande sociale au regard du profil de pauvreté ;
- Opportunités de partenariats ;
- Opportunités de dynamique communautaire ;
- Possibilité de réaliser/valoriser des ouvrages structurants ;

Ces critères ont été déclinés en plusieurs sous critères pour une meilleure appréhension de leur contenu, ce qui a donné le tableau suivant :

24 mai 2010

TABLEAU 15 : Grille des critères de sélection

CRITERES	NOTATION		
	Faible	Moyenne	Forte
1. Existence d'un potentiel économique et social			
1. Ressources hydrauliques			
2. Terres cultivables			
3. Infrastructures sanitaires			
4. Infrastructures scolaires			
5. Ressources minières			
6. Ressources forestières			
2. Existence d'une demande sociale			
7. Taille de la population			
8. Seuil de pauvreté			
9. Prise en compte de la dimension genre (groupes vulnérables : femme, jeune, personnes vivants avec le VIH Sida, 3 ^e âge).			
10. Actions entreprises pour la protection des groupes vulnérables			
3. Opportunités de partenariat			
11. Quels sont les partenaires et ONG qui interviennent dans la localité			
12. Réalisations des partenaires et ONG			
4. Opportunités et dynamiques communautaires			
13. Existence OCB, ONG			
14. Expérience entrepreneuriale			
15. Domaines d'activités existants			
16. Besoins en renforcement de capacité			
5. Environnement			
17. Actions entreprises pour la préservation de l'environnement			
6. Possibilité de réaliser ou de valoriser des ouvrages			
18. Zone polarisatrice			
19. Attractivité de la zone			
20. Appréciation générale sur le CPMD			

4.4. Phase de diagnostic

Cette phase de diagnostic a été déroulée en utilisant les outils et supports déclinés ci-dessous :

- ***Les enquêtes ménages***

Elles nous ont permis d'avoir des informations rapprochées par rapport aux conditions de vie des populations, leur perception de leurs principales contraintes, un aperçu des solutions qu'elles proposent, leurs sources de revenus, les ressources des ménages etc. L'échantillonnage s'est fait par quotas suivant le niveau de la population du village avec 7 ménages enquêtés si la population est supérieure ou égale à mille et 2 ménages si elle est inférieure strictement à mille habitants. Ce qui a fait un total de cinquante cinq ménages enquêtés sur les quinze villages polarisés par le CPMD. Le tirage des ménages à enquêter s'est fait sur la base du traditionnel cahier des rôles où l'ensemble des ménages sont répertoriés. Un pas de 5 a été appliqué pour l'identification des unités à enquêter.

- ***Les fiches de collecte de données infrastructures (santé, éducation, hydraulique, et autres équipements)***

Les fiches de collecte des infrastructures ont été utilisées pour donner la situation de référence infrastructurelle de chaque village polarisé et par la suite du CPMD.

- ***Les fiches de collecte de données organisations***

De même que les fiches de collecte de données infrastructures celles pour les organisations visent aussi à donner la situation de référence des organisations qui existent dans le CPMD. Il s'agit principalement des OCB (GPF, GIE, CGS, CGF, ASC, CDQ etc.)

- ***Les fiches d'entretien de partenaires***

Ces fiches nous renseigneront sur l'existence ou non de partenaires dans le CPMD et quels sont leurs domaines d'intervention et les opportunités de partenariat qui sont susceptibles d'être tissées avec le PRP. Le produit sorti de ces fiches sera la matrice des intervenants.

- ***Les fiches d'enquête pauvreté***

Elles devaient permettre de mesurer la situation de pauvreté au sien du CPMD avec un classement des différents villages qui le composent. Les outils ont été administrés par les animateurs formés à cet effet sous la supervision de l'équipe du cabinet.

- ***Les interviews de personnes ressources***

Il s'agira ici de recueillir les avis des techniciens, acteurs du développement intervenant dans la zone et autres élus locaux par rapport entre autres, aux contraintes et solutions des CPMD.

Parce qu'ils ont des connaissances assez pointues des secteurs étudiés et/ou ont capitalisé beaucoup d'expériences, leurs avis semblent nécessaires pour donner ou valider certaines informations. Les interviews de personnes ressources ont été menés par l'équipe du cabinet aidée dans cette tâche par un interprète.

- ***Les séances de focus group***

Elles ont été menées sur la base de guide assez exhaustif regroupant tous les points à traiter au niveau de l'étude à savoir le partenariat, les OCB, les secteurs sociaux, les secteurs productifs, les secteurs d'appui à la production pour citer les plus en vue. Avec un grand groupe constitué de toutes les catégories socio professionnelles, les élus, mais aussi les couches défavorisées telles les femmes, les handicapés, et le troisième âge, nous avons pu passer en revue les potentialités, contraintes, solutions et intervenants des différents secteurs. Elles ont été menées par l'équipe du cabinet aidée des animateurs avec deux secrétaires de séance pour prendre des notes.

DEUXIEME PARTIE

**ETUDE DE CAS : CIBLAGE et
DIAGNOSTIC D'UN CPMD**

DEUXIEME PARTIE : ETUDE DE CAS

(Ciblage, Diagnostic d'un CPMD dans le département de PODOR)

CHAPITRE III : CIBLAGE ET DIAGNOSTIC DU CPMD PRIORITAIRE

SECTION 5 : LE CIBLAGE

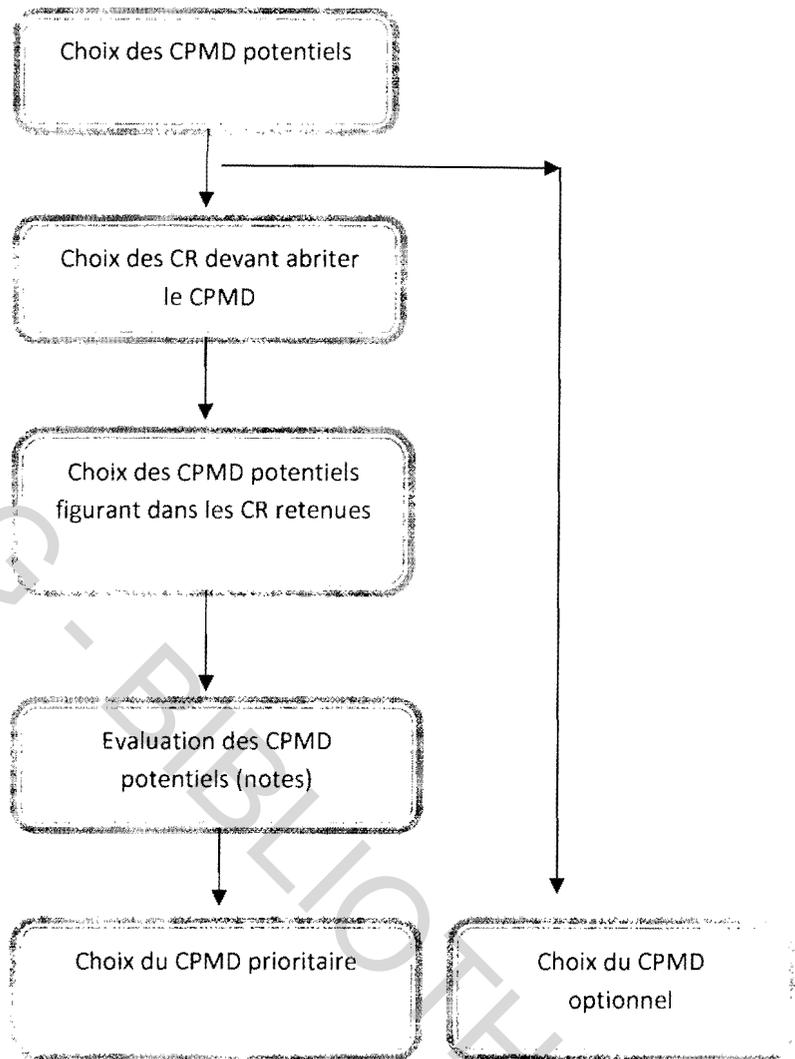
5.1. Démarche détaillée de ciblage

La démarche sur laquelle nous nous sommes appuyés pour faire l'analyse des CPMD est composé de six étapes comme décrit sur le schéma ci-dessous.

La première étape du modèle concerne le choix des CPMD potentiels qui s'est fait avec la grille ci-dessous qui a été soumise aux différents acteurs listés à la fin de ce paragraphe.

L'étape 2 correspond au choix des communautés rurales susceptibles d'abriter les CPMD. Ce choix a été réalisé suivant l'indice global de pauvreté de l'enquête pauvreté du Sénégal.

SCHEMA 1 : Démarche détaillée de ciblage



La troisième étape du modèle revient à choisir les CPMD abrités par les communautés rurales les plus pauvres c'est-à-dire ceux dont les communautés rurales ont un indice inférieur ou égale à deux cent cinquante.

La quatrième étape du modèle consiste à noter les CPMD retenus suivant toujours la grille d'évaluation.

A la cinquième étape, il est fait un classement des CPMD suivant les notes pour en sortir un.

La sixième étape concerne le choix du CPMD optionnel sur les communes sélectionnées et suivant les notes des acteurs.

5.2. Choix des CPMD potentiels

Le but de ces entretiens est de faire une liste restreinte de localités pouvant être sélectionnées comme CPMD potentiels en tenant compte bien sûr des critères déjà retenus de commun accord.

A l'issue des entretiens les localités suivantes ont été retenues comme CPMD potentiels :

Tableau 16 : Potentiels CPMD (source : présente étude)

N°	POTENTIELS CPMD	COLLECTIVITES LOCALES
01	GUEDE CHANTIER	COMMUNE
02	AERE LAO	COMMUNE
03	NIANDANE	COMMUNE
04	NDIOUM	COMMUNE
05	GALOYA	COMMUNE
06	PETE	COMMUNE
07	SALDE	CR DE BOKI DIALLOUBE
08	GUIA	CR DE GUEDE VILLAGE
09	MAFFRE	CR DE GUEDE VILLAGE
10	DOUMGA LAO	CR DE DOUMGA LAO
11	BOKI DIALLOUBE	CR DE BOKI DIALLOUBE
12	NDIAYENE PEINDAO	CR DE NDIAYENE PEINDAO
13	NAMAREL	CR GAMADJI SARRE
14	NDIAYENE PEULH	CR DE BOKI DIALLOUBE
15	MBIDI	CR DE GAMADJI SARRE
16	TAREDCI	GUEDE VILLAGE

Nous voyons bien que la liste restreinte de CPMD comprend des villages et des communes. Compte tenu du fait que nous ne possédons que les indices des communautés rurales notre démarche va se faire comme suit :

- Le premier CPMD sera choisi au niveau des CR avec application des indices d'accès ;
- Le deuxième CPMD sera choisi au niveau des communes.

→ PREMIER CPMD

5.3. Premier tri : choix des communautés rurales devant abriter le CPMD

Nous allons chercher dans le département de Podor les communautés rurales dont les indices d'accès global sont inférieurs ou égaux à 250 (compris entre 250 et 0) qui correspond aux communautés rurales les plus pauvres. Les autres communautés rurales dont les indices d'accès sont supérieurs strictement à 250 seront éliminées.

Tableau 17: Classement des CR suivant l'indice global d'accès (enquête villages 2009)

ARRONDISSEMENTS	COMMUNAUTES RURALES	INDICES D'ACCES	RANG
Thillé Boubacar	FANAYE	500	1
Thillé Boubacar	NDIAYENE PENDAO	400	2
Gamadji Sarré	GUEDE VILLAGE	400	2
Saldé	MBOLO BIRANE	400	2
Cas Cas	MERY	350	5
Gamadji Sarré	DODEL	350	5
Saldé	BOKKI DIALLOUBE	300	7
Gamadji Sarré	GAMADJI SARRE	200	8
Cas-cas	MEDINA NDIATBE	200	8
Cas-cas	DOUMGA LAO	100	10

Les communautés rurales les plus pauvres sont celles de GAMADJI SARRE, MEDINA DIATHBE ET DOUMGA LAO, on remarquera aussi que l'arrondissement de CAS-CAS est le plus pauvre car il compte deux communautés rurales qui ont des indices inférieurs à 250. Le CPMD prioritaire sera choisi dans ces communautés rurales.

5.4. Deuxième tri : choix des CPMD potentiels abrités par les C.R retenues

Sur la liste des CPMD potentiels, les localités choisies qui sont dans les CR retenues comme devant abriter le CPMD sont :

TABLEAU 18 : CPMD potentiels abrités par les CR les plus pauvres

N°	CPMD POTENTIELS	COMMUNAUTE RURALE
1	DOUMGA LAO	DOUMGA LAO
2	NAMAREL	GAMADJI SARRE
3	MBIDI	GAMADJI SARRE

Source : présente étude

Les CPMD potentiels abrités par des CR dont les indices d'accès sont supérieurs à 250 sont éliminés. Il s'agit de : SALDE, GUIA, MAFFRE, BOKKI DIALLOUBE, NDIAYENE PENDAO, NDIAYENE PEULH et TAREDJI.

5.5. Choix du CPMD prioritaire : classement

Les trois localités que sont DOUMGA LAO, NAMAREL et MBIDI sont classées à partir des notes obtenues, ce qui donne le tableau suivant :

TABLEAU 19 : Choix CPMD prioritaire (source : présente étude)

LOCALITES	POINTS	RANG
NAMAREL	109.5	1
MBIDI	109.22	2
DOUMGA LAO	105.5	3

Du point de vue score on remarque que les trois localités sont très proches avec un maximum de 4 points entre le premier et le troisième. Donc à priori chacune des localités peut être un CPMD. On notera que NAMAREL ET MBIDI sont dans la même CR et que le choix de l'un exclut peut être celui de l'autre.

Si l'on examine le tableau et le graphique suivant qui donnent les pourcentages d'accès aux services sociaux et l'indice global des trois communautés rurales on se rend compte que non seulement la CR de DOUMGAO LAO est la plus pauvre mais sa pauvreté se manifeste dans des secteurs vitaux tels que l'eau et la santé avec des pourcentages d'accès très faibles. Moins de cinquante pour cent de la population de la CR ont accès à un point d'eau, un poste de santé ou une route.

En outre DOUMGA LAO, chef lieu de CR polarise plus que NAMAREL et MBIDI qui sont situés dans le diéry qui est caractérisé par de longues distances entre les villages. En effet, le CPMD de DOUMGA LAO polarise une vingtaine de villages avec deux pôles d'une dizaine de villages au Nord (DOUMGA DIAWANDE, WANDE, DIAYGUE SOUBALO, SINTHIANE MABOUBE etc.) et au Sud (SYWALBE, IDA, HOUDALAYE, THIEWEL, WOURO ARDO, SINTHIANE etc.). Le CPMD concentre 9000 habitants soit plus de trente pour cent de la population de la communauté rurale. Le tableau suivant donne les villages du CPMD

TABLEAU 20 : Villages polarisés, (Source : CADL CAS-CAS)

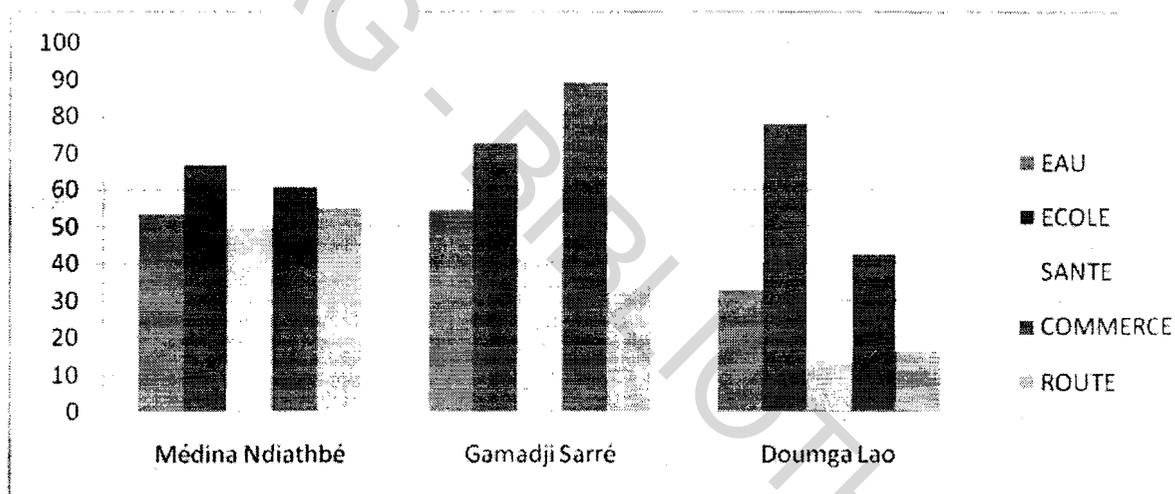
N°	Villages polarisés	Population	Infrastructures
1	DOUMGA LAO	2030	Forage, école, case de santé
2	WANDE	1140	école
3	THIEWEL	480	Ecole, forage
4	HOUDALAYE	250	
5	DOUMGA DIAWANDE	210	Puits
6	SYWALDE	1040	
7	SAMBA GOULO	180	école
8	TOURGUENOL	370	Puits forage
9	DIAYGUE SOUBALO	1390	Case de santé, école, puits
10	SINTHIANE	500	Puits forage, parc à vaccination
11	BINGUEL TOROBE	200	
12	IDA	1240	
13	DEMBA BARRY	160	
14	WOURO ARDO	300	
15	TELMOUTH	190	

Pour ce qui concerne le partenariat, le Counterpart international, le programme intégré de Podor PIP, interviennent dans la communauté rurale. La présence de ces organisations dans la communauté rurale permettra de bâtir un partenariat solide avec le PRP.

Tableau 21 : Accès de la population aux services sociaux de base des trois CR

Communautés rurales	Nbre de village	Nbre d'hbts	Pourcentage de la population rurale ayant accès à un ou une					INDICE D'ACCES GLOBAL
			Point d'eau	Ecole primaire	Poste de santé	Commerce	Route	
M.NDIATHBE	15	32 607	53.3	66.6	49.4	60.7	55	200
GAMADJI SARRE	14	25 974	54.5	72.7	41.2	89.3	34.2	200
DOUMGA LAO	13	26 079	32.7	77.8	13.8	42.5	16.4	100

Graphique 1 : Accès de la population aux services sociaux des trois CR



CHOIX FINAL : Nous proposons donc DOUMGA LAO centre comme CPMD

Quelques atouts et contraintes de DOUMGA LAO

Le CPMD de DOUMGA LAO se situe dans l'arrondissement de CAS CAS. Il est le siège de la communauté rurale du même nom qui couvre une superficie de 1970 km², 27 villages et plus de 70 hameaux, pour une population de 28 115 habitants. La CR est divisée en trois zones écologiques que sont le Walo, le Diéry et la zone intermédiaire appelé le Jeejengal. Les 27 villages de la CR sont ainsi répartis :

- 4 villages dans le walo
- 10 villages sur l'axe du goudron
- 13 villages dans le Diéri

DOUMGA LAO, chef lieu de CR choisi comme CPMD, polarise une douzaine de villages se situant sur un rayon maximum de dix kilomètres. Elle dispose des infrastructures et cours d'eau suivants.

TABLEAU 22 : Infrastructures de DOUMGA LAO (Source : présente étude)

Postes de santé	Points d'eau	Salles de classe	Cours d'eau
02 postes de santé	08 forages	78 salles	Fleuve Sénégal
05 cases de santé	08 puits forages		Le DOUE
	48 puits		Le BALEROU

Quelques atouts et contraintes de la zone

TABLEAU 23 : Atouts et Contraintes de DOUMGA LAO (Source : présente étude)

ATOUPS	CONTRAINTES
<ul style="list-style-type: none"> • Importantes réserves en eau • Dynamisme des autorités locales • Importantes terres cultivables • Dynamique de partenariat déjà impulsée • Existence de PIV 	<ul style="list-style-type: none"> • Chef de CR nouvellement créé • Difficile accès aux services de santé • Enclavement des villages de l'île à morfil et du Diéri • Difficile accès à l'eau potable • Faible insertion dans les activités économiques • Insuffisance et défaut d'équipements des établissements scolaires

5.6. Choix du CPMD optionnel

Après ce premier choix portant sur DOUMGA LAO, le processus analytique s'est poursuivi pour identifier un deuxième CPMD, optionnel, qui pourrait remplacer le premier en cas d'entrave sérieuse rencontrée au dernier moment, ou être mis en place par la suite.

La liste des CPMD potentiels renferme six communes qui sont PETE, GALOYA, NDIOM NIANDANE, AERE LAO et GUEDE CHANTIER. Compte tenu du fait que nous ne possédons pas les indices d'accès concernant les communes, leur classement s'est fait directement sur la base des notes obtenues.

Tableau 24 : Classement des communes (Source : présente étude)

COMMUNES	POINTS	RANG
AERE LAO	119.87	1
PETE	111.975	2
GALOYA	110.4	3
NIANDANE	102.85	4
NDIOM	102.85	5
GUEDE CHANTIER	100.67	6

La commune de AERE LAO sort première, mais elle se trouve dans la même circonscription que DOUMGA LAO qui est déjà retenue comme CPMD prioritaire. Cette proximité, les deux localités ne sont distantes que d'une dizaine de kilomètres, fait qu'il n'est pertinent de choisir AERE LAO comme deuxième CPMD.

La deuxième commune qui vient après AERE LAO est PETE. Elle a donc été retenue comme deuxième option de CPMD dans le département de Podor.

Pour les interviews et les notations les personnes et structures suivantes ont été consultées ou ont participées :

- Le préfet du département de PODOR,
- L'adjoint au préfet du département de PODOR,
- Le chef de service départemental de l'action sociale,
- Le chef de service départemental de l'élevage,
- L'adjoint au chef de service départemental de l'agriculture,
- Le directeur de l'ARD et un de ses collaborateurs,
- L'ingénieur de la SAED et ses proches collaborateurs,
- L'adjoint au chef de service régional de la statistique et de la démographie,
- Le chef de service départemental d'appui au développement local,
- Les représentants du PCR de DOUMGA LAO,
- Le bureau du partenariat de Podor,
- Le chef de service régional de la planification,
- Le chef de service régional du développement communautaire,
- Le chef de service régional de l'action sociale.

5.7. Présentation de DOUMGA LAO CPMD prioritaire

DOUMGA LAO CENTRE est situé dans le département de Podor, région de Saint Louis. Il est abrité par la communauté rurale du même nom dans l'arrondissement de CAS CAS. Il polarise une quinzaine de villages et a une superficie estimée d'environ cent cinquante kilomètres carrés. Sa population de neuf milles cinq cents habitants, faisant ainsi le tiers de la population de la communauté rurale qui en compte environ vingt huit milles.

5.7.1. Situation administrative

Du point de vue administratif, le CPMD abrite le siège de la communauté rurale de DOUMGA LAO, qui est une nouvelle collectivité locale, érigée après le passage en commune de AERE LAO dont il dépendait jusqu'en 2009.

La communauté rurale de DOUMGA LAO est limitée au Nord par le fleuve Sénégal, au Sud par le département de Linguère plus précisément l'arrondissement de barkédji. A l'Est, la communauté rurale est voisine de celle de Médina Ndiathbé, à l'Ouest de celle de Dodéle.

Elle couvre une superficie de 1970 kilomètres carrés avec 27 villages et plus de 70 hameaux. La communauté rurale est dirigée par M. Samba THIAM, élu aux élections locales de 2009.

5.7.2. Milieu physique

Le relief et les sols

DOUMGA LAO centre est caractérisé par un relief plat avec des plaines propices à l'agriculture et à l'élevage. Il peut être divisé en trois zones écologiques qui sont le walo, le diéry et la zone intermédiaire appelé le jeejengol. Le walo est la zone inondable située le long du fleuve et regroupe les villages de l'île à morfil. Au niveau du walo, les sols sont de types argileux appelés Holaldé ou sablo argileux nommé fondé. Les sols argileux qui se trouvent surtout sur la partie inondable sont propices à la culture de décrue ou irriguée où les spéculations suivantes sont cultivées : riz, sorgho, maïs et les patates. Quant aux sols sablo argileux, ils sont souvent utilisés pour les cultures de diversification.

Dans le diéry, qui est la zone située entre la route nationale N°2 et le département de Linguère, les sols sont sablonneux favorables à la culture sous pluie avec comme principales spéculations le mil et le sorgho. L'élevage y est pratiqué de manière extensive. Pour ce qui est de la zone tampon appelé Jeejengol située entre le walo et la route nationale N°2, elle a les mêmes types de sols que le walo avec une dominante en sols sablo argileux.

Le climat

Ce climat est de type soudano sahélien avec une saison des pluies très courte (une des principales contraintes de l'agriculture sous pluie dans le diéry) et une saison sèche longue où soufflent des vents chauds et secs. On notera aussi la présence dans cette période de quelques vents de sables dus principalement à la proximité du désert de la Mauritanie voisine.

La végétation

La végétation du CPMD est dominée par une savane formée d'arbres épineux (KAD, SOUP, NEB NEB, DEM, GOMMIER) et dont les espèces les plus répandues sont : acacia Sénégal, acacia adansonia, acacia albida etc. Il faut noter que d'une manière générale que la végétation n'est pas dense et qu'il n'y a pas de forêt classée dans le CPMD.

La faune

La faune est composée de petits animaux sauvages dont les plus fréquents sont les chacals, les lapins, les singes, les oiseaux et parfois des phacochères.

Les eaux de surfaces et souterraines

Les eaux de surfaces comprennent principalement le fleuve Sénégal, son défluent le Doué, une mare permanente appelée le New ré, 7 autres mares temporaires (Sapéne, Diamoldou, Boykorka, Soucoumba, Haykayrou etc.) et 3 bras du fleuve Sénégal. Les eaux souterraines sont constituées par les trois nappes classiques. La nappe phréatique est atteinte à partir de dix mètres dans le walo et jusqu'à une profondeur de soixante dix mètres dans le diéry. La nappe maestrichtienne est captée à partir de cent mètres de profondeur et sur laquelle que tirent la plupart des forages. Il existe une nappe intermédiaire qui est comprise entre les deux citées plus haut. On remarquera que plus on s'éloigne de la zone du walo plus la nappe est profonde.

5.7.3. Milieu humain

DOUMGA LAO et les villages polarisés ont une population d'environ 9 500 habitants sur une superficie de 150 kilomètres carrés soit une densité de 63 habitants au kilomètre carré. Le CPMD comme la communauté rurale qui l'abrite, est peuplé en majorité de musulmans, plus de 98%, avec une prédominance de la confrérie Tidiane malgré une poussée du mouridisme dans certaines zones. De cette population musulmane, les halpulaars forment la plus grande partie environ 95%, le reste étant composé par d'autres ethnies comme les wolofs et les maures.

Les premiers habitants du village de DOUMGA LAO seraient venus de GOLLERE, il y a environ 900 ans et celui qui arriva le premier sur le site de l'actuel village, s'appellerait SAMBA PATHE sur instruction de son père un grand marabout. Arrivé sur le site de l'actuel village il y trouva une population nomade et s'installa. Le nom de DOUMGA serait dérivé de RUMDAGO qui signifie on passe l'hivernage. A la fin de l'hivernage il repart à GOLLERE et revient avec un potier esclave et un forgeron pour s'installer définitivement.

SECTION 6 : LE DIAGNOSTIC DU CPMD PRIORITAIRE

Le diagnostic du CPMD s'est fait de manière sectorielle suivant les secteurs productifs, les secteurs d'appui à la production et des secteurs sociaux. Pour chaque, secteur les contraintes et atouts ont été relevés avec les différents outils comme décrits dans la méthodologie. Il a été préféré de faire des tableaux pour avoir en face de chaque contrainte les potentialités. Tous les tableaux du diagnostic ont été constitués à partir de l'étude.

6.1. Le secteur productif (les secteurs les plus importants)

6.1.1. Agriculture

L'agriculture, sous ses trois formes irriguée, décrue et sous pluie, occupe une place très importante dans la communauté rurale de DOUMGA LAO en général et dans le CPMD en particulier.

En effet le CPMD renferme beaucoup de potentialités propices à une agriculture performante. Mais ces potentialités restent à peine inexploitées compte tenu d'une kyrielle de contraintes qui empêchent son essor. Les principales spéculations cultivées dans la zone sont le riz, la patate, le bœuf, le maïs, le sorgho et le mil.

TABLEAU 25 : Contraintes et Potentialités de l'Agriculture

POTENTIALITES	CONTRAINTES
Ressources hydrauliques abondantes avec la présence du fleuve, du défluent du Doué, de huit marres dont une permanente Terres cultivables importantes, la fertilité des sols La disponibilité d'une main d'œuvre suffisante et qualifiée Existence de structures d'encadrement comme la SAED, CADL, ANCAR	Absence d'aménagements hydro agricoles. Manque d'équipements pour drainer l'eau, Accès difficile aux intrants du point de vue des coûts, de la disponibilité au niveau des marchés, et de la qualité Insécurité des cultures avec la divagation des animaux, l'invasion des déprédateurs (aviaire et acridienne), des rats et termites Manque ou absence d'équipements modernes Manque d'infrastructures de stockage et de conservation Difficile accès au crédit Mauvais entretien des équipements agricoles Déficit de la pluviométrie La baisse des rendements L'enclavement des zones de production

6.1.2. Elevage

L'élevage et l'agriculture sont les deux principales activités de DOUMGA LAO et les villages polarisés. Ces deux secteurs occupent à eux seuls plus de 85 % de la population. L'élevage est

surtout pratiqué dans le diéry où des conditions favorables permettent son fonctionnement sous sa forme actuelle.

L'élevage est essentiellement extensif et transhumant dans le diéry où il profite des grands espaces de pâturage et ceci jusque dans le département de Linguère voisin.

La majeure partie des revenus des éleveurs proviennent en effet de la vente du cheptel au niveau des marchés hebdomadaires le long de la route nationale N°2. Les contraintes du secteur tournent autour de trois points qui sont :

- Insuffisance de la couverture des besoins alimentaires du bétail,
- La santé animale précaire,
- Absence de valorisation des produits de l'élevage.

TABLEAU 26 : Contraintes et Potentialités de l'Elevage

POTENTIALITES	CONTRAINTES
Présence d'eaux de surfaces telles que les marres	Insuffisance notoire de l'eau en saison sèche pour l'abreuvement du bétail
Tapis herbacé abondant en hivernage	Insuffisance de fourrage en saison sèche
Importance en nombre du cheptel	Coût élevé et indisponibilité de l'aliment de bétail
Tradition d'élevage de la zone (peuplé de peulhs)	Manque de parcs à vaccination
Zone propice à la culture fourragère avec les grands espaces du diéry	Absence de pharmacies vétérinaires
	Absence d'unités de transformation et commercialisation du lait (surproduction à certaines périodes de l'année)
	Manque d'organisation des acteurs du secteur
	Déficit du personnel d'encadrement sanitaire

6.1.3. Pêche

Le secteur de la pêche n'est pas très actif dans la zone du CPMD mais cette léthargie peut être rapidement levée si un investissement conséquent est réalisé pour mettre en valeur les potentialités hydrographiques existantes. En effet, en plus du fleuve Sénégal, la zone possède des marres dont une permanente le NEWRE, propice à la pisciculture. On assiste de plus en plus à la rareté de la ressource dans le fleuve.

Les principales opportunités et contraintes relevées au niveau du secteur sont les suivantes :

TABLEAU 27 : Contraintes et Potentialités de la Pêche

POTENTIALITES	CONTRAINTES
Ressources hydrauliques : fleuve du Sénégal, marres, le défluent du Doué	Rareté de la ressource dans le fleuve et ses défluent Insuffisance des investissements dans le secteur en termes d'équipements des pêcheurs et de projets pour mettre en valeur les ressources

6.2. Secteurs d'appui à la production

6.2.1. Energie

Les populations de la zone du CPMD sont confrontées à la raréfaction du bois de chauffe sous l'effet combiné d'une exploitation anarchique des ressources forestières et l'avancée du désert. Pour ce qui concerne le courant électrique, DOUMGA LAO est le seul village desservi par le courant sur les quatorze autres villages polarisés. Les contraintes et potentialités de ce secteur sont :

TABLEAU 28 : Contraintes et Potentialités de l'Energie

POTENTIALITES	CONTRAINTES
Présence du vent et du soleil pour les énergies renouvelables	Les villages polarisés ne sont pas électrifiés
Proximité de la ligne haute tension	Insuffisance de l'éclairage public à D. LAO
Bonnes opportunités dans les biogaz avec la valorisation des déchets animaux	Accès difficile aux carburants et combustibles
	Coût élevé de l'électricité
	Absence de bureau commercial de la Senelec

6.2.2. Transport et communication

Comme dans toute la communauté rurale, le secteur des transports et des télécommunications connaît beaucoup de retard en matière d'investissements. Il existe des pistes de production non latéritiques. Les rues de DOUMGA LAO centre ne sont pas bitumées. En matière de télécommunications, le téléphone fixe ne dessert pas le CPMD et la couverture de la zone par les différents opérateurs privés n'est pas des meilleures.

Les atouts et contraintes relevés dans ce secteur sont les suivantes :

TABLEAU 29 : Contraintes et Potentialités du Transport et de la Communication

POTENTIALITES	CONTRAINTES
Opportunité dans le transport fluvial	Insuffisance et mauvais état des pistes de production
Existence quelques pistes même si en mauvais état	Absence de ligne téléphonique et par ricochet de l'internet
	Insuffisance de la couverture réseau pour deux opérateurs
	Manque de prise en charge de l'information et de la culture locale

6.3. Secteurs sociaux

6.3.1. Santé

La prise en charge sanitaire des populations du CPMD est assurée par des cases de santé dont le niveau d'équipement est très bas. En effet DOUMGA LAO qui est le chef lieu de la

communauté rurale ne dispose pas de poste de santé. Les comités de santé ont besoin d'être soutenus en matière de formation en gestion et de sensibilisation même si à DOUMGA le comité parvient à mettre en stock les médicaments essentiels. En plus, les cases de santé existantes sont géographiquement mal réparties, ce qui fait que certains villages ont un accès difficile aux services de santé. Les principales maladies ont des origines hydriques telles que le paludisme, les diarrhées, et des cas de bilharziose.

Il faut noter aussi des insuffisances dans la prise en charge sanitaire des personnes du troisième âge qui, pour bénéficier du plan sésame, sont obligées d'aller jusqu'à NDIOUM. Les informations recueillies ont mentionné des problèmes dans le suivi prénatal des femmes enceintes car les cases de santé ne disposent pas de sages femmes.

Les principales potentialités et contraintes du secteur sont :

TABLEAU 30 : Contraintes et Potentialités de la Santé

POTENTIALITES	CONTRAINTES
Matrones formées	Déficit notoire en infrastructures de santé par rapport à la taille de la population Absence de poste de santé à DOUMGA LAO centre Absence ou non fonctionnement des cases de santé existantes (sous équipement, manque de personnel bien formé, dotation en médicaments) insuffisance des surfaces financières des comités de santé pour une dotation adéquate en médicaments Absence de prise en charge médicale des personnes âgées

Les deux tableaux suivants donnent la situation des infrastructures et des consultations sanitaires.

TABLEAU 31 : Infrastructures de santé du CPMD

24 Mai 2010

Village	Type d'infrastructure	Nature	Date	Origine	Nombre de salles	Services offerts	Personnel soignant
Doumga lao	case de santé	public	1994	Etat- FED	3 salles	consultation générale	ASC matrone ARC

Principaux motifs consultation	Polarisation	Etat infrastructure	Niveau équipement	Projet en cours	Partenaires	Principaux problèmes	Solutions envisagées
IRA 20% Diarrés 15%	DoumgaDiawandé, Ida, Houdoulaye, Toubougo, Tourguenol, Sinthiane, WouroThiernoDemba, Wourothierno	état moins	sous équipé	Passage de la case de santé à poste Clôture	counterpart, international CR, Doumgalao	Niveau Manque de motivation Salles étroites Manque de matériels	Renforcement de capacité Rémunération en grade Equipement complet

6.3.2. Education

Comme pour la santé, le secteur de l'éducation traine un déficit infrastructurel notoire. Il n'existe pas de collège dans le CPMD ainsi que toute la communauté rurale. Les écoles élémentaires au nombre de cinq dans le CPMD, comptent un grand nombre d'abris provisoires. L'absence de clôture dans certains établissements pose avec acuité un problème de sécurité. Les salles de classe sont sous équipées en matériel didactique et en mobilier. Certains villages ne disposent pas d'écoles du tout. Il se pose aussi au niveau des établissements des problèmes d'eau courante, de blocs sanitaires, de cantines, d'électricité malgré l'intervention de partenaires comme le Counterpart international à DOUMGA LAO.

Le problème des déperditions scolaires est plus ou moins lié à d'autres comme le manque d'eau qui oblige des parents à choisir la corvée de l'eau plutôt que d'envoyer leurs enfants à l'école, le manque de pâturages qui fait que les enfants en âge de scolarisation sont mobilisés pour la transhumance.

On a remarqué la présence de plusieurs daraas dont sept à DOUMGA CENTRE, où sont internés des centaines d'enfants. Ils ont des contraintes de prise en charge alimentaire et sanitaire mais aussi des problèmes de formation.

Dans le domaine de l'alphabétisation le manque de moyens financiers pour motiver les acteurs comme les moniteurs et les relais ainsi que l'absence de salles, retardent l'obtention de résultats.

Les principales potentialités et contraintes recensées sont les suivantes :

TABLEAU 32 : Contraintes et Potentialités de l'éducation

POTENTIALITES	CONTRAINTES
Importance de la population scolarisable Présence de beaucoup de daraas Facilitateurs en alphabétisation	Absence de collège dans le CPMD Manque de salles de classes dans les écoles existantes Absence d'écoles élémentaires dans certains villages Déficit d'équipements des salles de classes Absence de clôture dans certaines écoles Problème des déperditions scolaires Absence de centres d'alphabétisation Déficit en équipements annexes tels les cantines, les toilettes, Déficit en utilités : eau courante et électricité Absence d'appui pour les écoles coraniques principalement en vivres et en médicaments.

Les tableaux suivants donnent la situation des infrastructures scolaires

TABLEAU 33 : Les infrastructures scolaires du CPMD

CESAG - BIBLIOTHEQUE

24 Mai 2010

Villages	Type d'infrastructure	Date de création	Origine	Nombre de salles	Autres services	Effectifs	
Doumga lao	élémentaire	1960	Etat	7	bibliothèque, cantine	117	169
Sama goulo	élémentaire	2005	Etat	4	bibliothèque	65	
Wandé	élémentaire	2000	Etat	4	cantine, bibliothèque		
Thiewel	élémentaire	2001	Etat	6	bibliothèque, cantine	11	43
Wouro ardo	élémentaire	2006	Etat	1		25	10
Siwalbé	daara	2008	lui-même	1		2	5
Diayga soubalo	élémentaire		Etat	5	cantine, bibliothèque	106	

Villages	Polarisation	Etat infrastructure	Projet en cours	Partenaires	Principaux problèmes	Solutions envisagées
Doumga	doumga, diawandé, wourobelouhoudalaye	Bâtiments en bon état et abris provisoires	collège	Counterpart international	Insuffisance de salles Dépenses quotidiennes pour cantine	Recherche de partenaires
Samba goulo	wouronjaptobe, samba mayram, wourotibadji, koylyndiaye, wouraséba	abris provisoires	réalisation de toilettes		Le vent endommage les abris Tutorat Manque d'eau	Construction Réalisation de cantine CEM à Doumga Avoir un ouvrage:Puits
Wande	kenhéné, thioski,sakeeji	bâtiment bon état abris provisoires	réaliser un mur bâtir des salles de classes	Counterpart	Financement Suivi des futurs admis en 6ème	Recherche de partenaire Réalisation de champ dont les revenus seront destinés à l'école
Thiewel		Bâtiment en bon, abris provisoires	constructions de nouvelles salles réaliser des toilettes et une clôture	Counterpart	Salles de classes Insécurité Pas de clôture Pas d'électricité	Recherche de partenaires
Wouroardo	taboungo,sinthia,bingel	abris provisoires			Manque d'enseignants	Recherche enseignants
Siwalbé		Abris provisoires			Prise en charge Maitre	
Diaygasoubalo		bâtiment bon état, abris provisoires	clôture, remplacer les abris, Champ (AGR)	Counterpart	Abris Dépenses cantine tutorat	Nouvelles constructions CEM à proximité

6.3.3. Hydraulique rurale

Le secteur de l'hydraulique est l'un des plus importants car le CPMD se trouve dans une zone principalement agro pastorale. Il est caractérisé par un manque d'infrastructures et le défaut de maintenance de celles existantes.

Aussi bien dans l'alimentation humaine qu'animale se posent le problème de l'insuffisance et de la qualité de l'eau. Le problème de l'eau est préoccupant dans le diéry où le déficit est plus grand. Les troupeaux parcourent plusieurs kilomètres pour accéder à un point d'eau.

Les structures d'appui à la gestion de l'eau comme les comités de gestion des forages sont souvent dans une léthargie. Les potentialités et contraintes notées dans le secteur sont :

TABLEAU 34 : Contraintes et Potentialités de l'Hydraulique

POTENTIALITES	CONTRAINTES
Nappe phréatique rechargée Eaux de surface dans le walo principalement	Faible capacité des forages de DOUMGA LAO et de THIEWEL Manque d'eau potable dans les villages polarisés

Les tableaux suivants donnent la situation de l'hydraulique rurale.

TABLEAU 35 : Les infrastructures hydrauliques

24 Mai 2010

VILLAGES	Type de l'ouvrage	Origine	Caractéristiques	Population couverte	Polarisation	Etat infrastructure
Doumga lao	forage	Etat		houdallaye, ida, doumga diawandé, siwalbé, wouro bellou	houdallaye, ida, doumga diawandé, siwalbé, wouro bellou	bon
Tourguenol II	puits	Etat				bon
Sinthiane	puits	Etat	40m	800 habitants	sinthia, teboukou, nicrouk, wourohawa, kabacoulo, ida, binguel, gousel tibadji	moyen
Houdallaye	puits	PIP	39 m	doumngel, telmoute	doumngel	moyen
Doumga diawandé	puits	Etat	31m	aucune	aucune	moyen
Tourguenol I	puits forage	Etat	126m	600 habitants	tourguenol II, wouro ousmane, A. koyrel, wouro thierno	bon
Thiewel	forage	Etat	2001/3j	13 villages	13 villages	Vétuste
Wouro ardo	puits forage	Etat	33 m		sinthiane, binguel, gourel tibadji, ida, sama goulo	bon

VILLAGES	Niveau équipement	Projet en cours	Partenaires	Existence d'un comité de gestion	Principaux problèmes
Doumga lao	bon	agrandir le château	aucun	oui	acheminement de l'eau dans les ménages non rentabilité
Tourguenol 2	Faible	reformer	hydraulique	oui	Tarissement problème technique
Sinthiane	moyen			oui	insuffisant pour la population, beaucoup de réparations
Houdallaye	moyen	aucun	aucun	non	manque d'eau
Doumga diawandé	faible	aucun	recherche partenaires	non	manque d'eau
Tourguenol II	fonctionne	aucun	hydraulique	oui	insuffisance, mode de puisage manuel
THIEWEL	moyen	recherche de pompe agrandissement réservoir	PIP	oui	couvrir le besoin en eau, insuffisance des bornes fontaines
WOURO ARDO	moyen	passage à l'état de forage	hydraulique	oui	puisage est manuel

6.3.4. Groupes vulnérables

Au niveau du CPMD, les principaux groupes vulnérables sont constitués des personnes âgées, des handicapés moteurs et sensoriels, des enfants mal nourris, et des talibés. Ils ont comme besoins l'assistance et des prises en charge en termes d'équipements, de formation. Les principaux atouts et problèmes sont :

TABLEAU 36 : Contraintes et Potentialités des groupes vulnérables

POTENTIALITES	CONTRAINTES
Réel engagement de prise en charge personnel Dynamisme	Difficulté d'insertion des handicapés Défaut d'équipements des handicapés surtout les sourds muets Déficit de prise en charge des personnes âgées Difficulté de prise en charge sanitaire et alimentaire des talibés Précarité de la santé des enfants de zéro à cinq ans (malnutrition et maladies diarrhéiques)

6.3.5. Assainissement et Cadre de vie

L'occupation de l'espace dans le CPMD, même si elle est réglementée, rencontre des problèmes dans son application car l'espace est occupée de manière anarchique y compris à DOUMGA LAO même.

Les constructions en dur prennent de plus en plus de place dans l'habitat, surtout dans les familles comptant des émigrés. Mais les constructions en banco dominant avec son lot de précarité comme l'affaissement des murs, la fuite de toitures et la pollution due aux matériaux de construction.

DOUMGA LAO centre en tant que chef lieu de communauté rurale ne possède pas un réseau d'assainissement. Les opportunités et contraintes du secteur sont :

TABLEAU 37 : Contraintes et Potentialités de l'assainissement et du cadre de vie

POTENTIALITES	CONTRAINTES
Opérations de d'investissements humains dans certains villages et à DOUMGA LAO	Absence de réseau d'assainissement à DOUMGA LAO Présence de flaques d'eau et d'herbes autour des maisons Envahissement des sacs en plastiques

6.3.6. Jeunesse, Sport et Culture

La prise en charge des activités de jeunesse fait défaut par manque d'infrastructures. Les ASC bien que présentes dans les principaux villages du CPMD ont des problèmes d'organisations et manquent de ressources financières pour organiser des activités sportives et culturelles.

Les principaux atouts et problèmes notés sont les suivants :

TABLEAU 38 : Contraintes et Potentialités de la jeunesse, sport et culture

POTENTIALITES	CONTRAINTES
Forte population de jeunes Tentative d'organisations des jeunes au niveau au niveau de certains villages	Absence de foyer de jeunes équipé à DOUMGA LAO et dans les principaux villages Absence de terrain de football Manque de moyens pour financer les activités de jeunesse

6.3.7. Emploi

Malgré la présence de ressources en eau abondantes, des terres cultivables ainsi que des secteurs à haut potentiel comme le commerce et l'artisanat, le chômage reste endémique dans la zone de DOUMGA.

Les causes de ce chômage sont multiples et nous pouvons en citer quelques uns qui semblent être les plus marquantes :

- Manque de formations de la population active (métier et auto emploi) ;
- Absence de structures d'accueil de potentiels projets collectifs ;
- Manque de partenariat pour appuyer dans la mise en œuvre d'AGR ;
- Information et sensibilisation de la population active ;

TABLEAU 39 : Contraintes et Potentialités de l'emploi

POTENTIALITES	CONTRAINTES
Population jeune Fortes opportunités en agriculture et élevage Commerce avec les marchés hebdomadaires Artisanat avec les matières premières comme l'argile, les peaux etc.	Chômage notoire dans la zone surtout au niveau de la population active et particulièrement chez les jeunes

6.3.8. Dynamiques organisationnelles

Du point de vue nombre, nous pouvons dire que le CPMD affiche une belle santé organisationnelle car abritant presque tous les types d'OCB et de cadres de concertation. Mais ces organisations malgré leur nombre sont confrontées à divers problèmes comme :

- Forts besoins en formation(en gestion, alphabétisation et initiative entrepreneuriale) ;
- absence d'initiatives pour la recherche de partenaires ;
- manque d'organisation interne ;
- difficile accès au financement ;
- absence ou durée très courte des appuis externes. ;

A côté de ces contraintes, les OCB et CC présentent des atouts qui peuvent les permettre d'asseoir un développement socio économique du CPMD :

- Participation au processus décisionnel du conseil rural ;
- Dynamisme des acteurs et forte capacité de mobilisation ;
- Participation aux campagnes de sensibilisation et conscientisation pour la santé, l'éducation ;
- Prévention et règlement de conflits ;
- Existence d'une mutuelle pour les femmes de DOUMGA LAO : la Mutuelle Bantaaré Rewbé ;
- AGR dans l'agriculture, l'artisanat, le commerce, le reboisement et l'alphabétisation.

Les différentes OCB et CC recensées sont :

TABLEAU 40 : Les OCB et CC

N°	OCB et CC	LOCALISATION	NBRE
01	ASC	Doumga, Diayga, Wandé, TourguénoI, Thiéwel, Doumga diawandé	05
02	CDQ	Dans chaque village	15
03	CGF	Doumga, thiewel, samba goulo, sinthiane, tourguénoI	05
04	CGS	Doumga, wandé, thiewel, diayga	4
05	APE	Doumga, wandé, diayga, thiéwel, samba goulo	05
06	GIE	Doumga, wandé	02
07	GPF	Dans chaque village	15
08	AVD	PIV à wandé	01
10	ONG	Counterpart, USE/PIP	02
11	AUTRE	Mutuelle : Bantaaré jjRewbé à doumga	01

Le tableau des groupements de promotion féminine

TABLEAU 41 : Les GPF

Dénomination	Domaines d'activité	Effectif		Village ou adresse	Nom président et Contact	Etat
		Hommes	Femmes			
GPF	développement		40	wandé	Mbolou Dioulde	formel
GPF	religieuse		19	wandé	Coumbasorro	informel
fédération	développement	70	105	wandé	Samba Salif, Houléye Mamadou	formel
GPF	développement		147	Diayga soubalo	Aissata Dikel Sarr	informel
GPF	développement		100	Sama goulo	Mariata alim Diallo tel : 77 412 27 15	informel
GPF	développement	200	100	Sama goulo	Thierno Oumar Diallo tel : 77 454 32 27	informel
GPF	assistance		45	siwalbé	farmat aabou diallo tel : 7762 11 23	informel
jeunesse	développement	40		siwalbé	Mamadou sow tel : 77 525 43 16	informel
GPF	développement	8	40	Binguel torabé	fountykide	informel
GPF	développement	76	85	ida	sidysow	informel
fans club baba mall	petit commerce	17	41	dounga lao	oumar bongo guissé tel : 77 527 07 05	formel
gobou	teinture		39	houdallaye	Maimouna harouna diallo tel : 77 588 23 99	informel
ADO	Savon/fourneaux/pommades	20	70	Dounga diawandé	hamadysy : 77 460 35 40	informel
GPF	développement		107	tourguénol	aminata D. kane	informel
Bamtarethiawgelawgeli	développement	120	90	Thiewel awgeli	Mamadoum bare sow	formel
association	développement	80	70	thiewel	kadiataalessanemalore	informel
GPF	développement	20	25	sinthiane	Abou adama	informel
association	développement	84		sinthiane	mamadou S. ba i	informel
GPF	développement	30	50	wouroardo	fatydaboba	formel
association	développement	16	16	wouroardo	Abou borgo	formel

Source : présente étude

6.4. La matrice des acteurs intervenant le périmètre du CPMD

Les acteurs qui interviennent dans la zone sont principalement : le PIP/USE, le COUNTER INTERNATIONAL et le CRS (Christian Relief Service). Cependant d'autres partenaires ont déjà intervenu, soit ils ont fini leur programme, soit ils ont arrêté leur intervention pour diverses raisons il s'agit de TOSTAN, PAPA.

Selon les populations, les principales faiblesses de ces partenariats en cours ou terminés sont :

- L'absence d'évaluation finale,
- La durée assez courte des interventions ou le nombre limité des cibles,
- Des promesses d'interventions non tenues.

Les principaux facteurs bloquants observés sont :

- Des approches qui touchent aux coutumes et à la sensibilité religieuse des populations (cas de TOSTAN avec l'excision) ;

Les domaines suivants sont considérés comme prioritaires pour les futurs partenaires du CPMD :

- L'éducation
 - Construction et équipement des salles de classe en matériels didactiques et mobiliers ;
 - Construction de murs de clôture ;
 - Construction de cantines scolaires et de blocs sanitaires ;
 - Raccordement des utilités comme l'eau et l'électricité ;
- Agriculture
 - Culture irriguée : aménagements hydro agricoles, subvention de semences, dotation en matériels agricoles ;
 - Maraichage : financement, formation, aménagements et sécurisation.
- Commerce et artisanat
 - Financement des activités commerciales ;
 - Construction de centres pour l'artisanat ;
 - Appui pour équipements et formation des artisans.
- Santé
 - Equipement et dotation des cases et poste de santé en matériels médicaux, mobilier et médicaments ;
 - Renforcement de capacités du personnel médical ;
 - Campagne de sensibilisation des populations sur les maladies ;
 - Prise en charge médicale ou appui des couches vulnérables comme les personnes âgées, les femmes enceintes, les enfants de zéro à cinq ans, les talibés.

24 Mai 2010

TABLEAU 42 : intervenants au niveau du CPMD

N°	ORGANISMES	STATUTS	DOMAINES D'INTERVENTION	REALISATIONS
01	USE PIP	ONG	Santé, éducation, formation, commerce et artisanat	Formation de relais pour sensibilisation, alphabétisation,
02	COUNTERPART INTERNATIONAL	ONG	Santé, éducation, formation, nutrition,	Démonstration culinaire, distribution de moustiquaires et de médicaments, formation des talibés en plomberie Renforcement de capacité, dotation cantine scolaire en
03	TOSTAN	ONG	Santé	Sensibilisation sur la santé
04	PAPA	Programme	Education et formation	Alphabétisation
05	PIDEL	Projet	Financement et appui des AGR	Projet qui vient de démarrer ses activités
06	PEPAM	Programme	Accès à l'eau et à l'assainissement en milieu rural et urbain	Réalisation d'un forage à Diouba et Promesse d'équipement de châteaux à Makham et Ndokmami
07	ANCAR	Agence nationale	Appui et conseil en développement rural	Affectation récente d'un agent pour étudier l'impact des rongeurs et autres prédateurs sur les cultures
08	SAED	Société nationale	Appui et conseil	Elaboration du plan PAOS
09	FAST TRACK	ONG	Education	Promesse de construction de salles dans le CPMD

Source : présente étude

6.5. Articulation des principales activités avec les OMD

Après avoir effectué le diagnostic des différents secteurs d'activités, il est nécessaire de faire un résumé des activités phares pour les articuler avec les objectifs du millénaire pour le développement. Il faut rappeler le projet se propose de lutter contre la pauvreté et il est important de montrer comment ces activités peuvent contribuer à réduire la pauvreté dans la zone. Le tableau 43 rappelle les OMD et le tableau 44 montre comment les activités découlant du diagnostic participatif sont reliées aux OMD.

TABLEAU 43: Les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD),

OMD	CIBLES A L'HORIZON DE 2015
Objectif 1 : Eliminer l'extrême pauvreté	<i>Cible 1</i> : Réduire de 50 % la proportion de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté <i>Cible 2</i> : D'ici à 2015, réduire de 50% le nombre de personnes souffrant de la faim et de la malnutrition
Objectif 2 : Assurer une éducation primaire pour tous	<i>Cible 3</i> : D'ici à 2015, assurer l'instruction primaire à tous les enfants en âge d'aller à l'école <i>Cible 4</i> : Donner un minimum éducatif aux enfants de 9 à 18 ans et aux adultes de 18 à 24 ans
Objectif 3 : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autopromotion des femmes	<i>Cible 5</i> : Eliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici 2005 et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015 au plus tard <i>Cible 6</i> : Réduire les disparités entre les sexes dans la vie économique et politique
Objectif 4 : Réduire la mortalité infantile	<i>Cible 7</i> : Réduire de 2/3 le taux de mortalité des enfants de moins de 05 ans
Objectif 5 : Améliorer la santé maternelle	<i>Cible 8</i> : Réduire de ¼ le taux de mortalité maternelle
Objectif 6 : Combattre le VIH/SIDA et les autres maladies	<i>Cible 9</i> : Réduire la prévalence des IST/VIH/SIDA <i>Cible 10</i> : Avoir maîtrisé le paludisme et d'autres grandes maladies, et avoir commencé à inverser la tendance actuelle
Objectif 7 : Assurer un environnement durable	<i>Cible 11</i> : Intégrer les principes du développement durable dans les politiques nationales et inverser la tendance actuelle à la déperdition des ressources environnementales <i>Cible 12</i> : Réduire de moitié le pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable <i>Cible 13</i> : Faciliter l'accès au plus grand nombre de ménages, à des logements économiques et sociaux
Objectif 8 : Mettre en place un partenariat mondial pour le développement	<i>Cible 14</i> : S'attaquer aux besoins particuliers des pays les moins avancés

Source : les pratiques et les instruments de développement local en Afrique de l'ouest, FENU

TABLEAU 44 : Articulation des actions à mener avec les OMD (résumé)

OMD	ACTIONS A MENER DANS LE CPMD
OBJECTIF 1 : Eliminer l'extrême pauvreté	<ul style="list-style-type: none"> - Adduction d'eau, forages, puits et puits forages - Aménagements hydro agricoles, semences et intrants, magasins de stockage et de conservation - Equipements agricoles, produits phytosanitaires, maintenance du matériel agricole, protection des cultures - Routes et pistes villageoises - Parcs de vaccination, pharmacies vétérinaires - Cultures fourragères - Unités de transformations de lait - Appui des daaras - Financement des AGR et du commerce, construction de marchés - Renforcement de capacités - Réseau téléphonique - Activités et infrastructures de jeunesse - Pisciculture et équipements de pêche
OBJECTIF 2 : Assurer l'éducation primaire pour tous	<ul style="list-style-type: none"> - Construction de collège et de salles de classe - Equipements scolaires - Construction de murs de clôture d'écoles - Construction de cantines scolaires - Construction de salles d'alphabétisation et de centres de formation - Affectation d'enseignants
OBJECTIF 3 : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autopromotion des femmes	<ul style="list-style-type: none"> - Accès des femmes à la terre - Dotation en matériels de transformation - Promotion de l'accès et le maintien des filles à l'école - Financement des activités commerciales - Formation et renforcement des capacités des OCB et OF ainsi que des jeunes porteurs de projet
OBJECTIF 4 : Réduire la mortalité infantile OBJECTIF 5 : Améliorer la santé maternelle OBJECTIF 6 : Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et les autres maladies	<ul style="list-style-type: none"> - Construction de postes et de cases de santé - Affectation de personnel de santé - Dotation en ambulances et en médicaments - Equipements de santé - Equipement des handicapés - Prise en charge des femmes enceintes - Prise en charge des personnes âgées et redynamisation du plan sésame
OBJECTIF 7 :	<ul style="list-style-type: none"> - Reboisement et aménagement de zones protégées

24 mai 2010

Assurer un environnement durable	<ul style="list-style-type: none">- Respect du code forestier- Redynamisation des comités de lutte villageoise- Dotation en engin mécanique et réalisation de pare feux- Repos biologique
----------------------------------	--

Source : présente étude sauf objectifs issus des OMD

CESAG - BIBLIOTHEQUE

CONCLUSION

Les approches participatives qui sont de plus en plus utilisées dans la gestion des projets et programmes de développement, permettent aujourd'hui de mieux appréhender la coresponsabilité dans les succès et les échecs des interventions de développement. Elles constituent avec la gestion axée sur les résultats de nouveaux paradigmes en matière de gestion qui bien qu'ayant leurs limites, permettent d'améliorer les résultats globaux des actions de développement en :

- les rendant plus pertinents et plus efficaces ;
- aidant à bâtir des relations basées sur la compréhension et le respect avec les parties prenantes ;
- rendant plus réactifs aux changements de l'environnement ;
- améliorant l'utilisation des ressources et savoirs locaux ;
- aidant à l'acquisition de nouvelles compétences aussi bien pour les bénéficiaires que pour les autres parties prenantes ;

En plus de cela, le concept de CPMD prône la concentration, si possible des moyens de développement, dans des zones à haut potentiel en encourageant un solide partenariat entre intervenants. La prise en compte de ce concept dans le diagnostic et la restitution de ses résultats a montré combien les acteurs du développement avaient des attentes par rapport à la mise en commun de synergies pour rendre leurs actions plus efficaces.

Du point de vue personnel, il nous a été donné de constater que ces approches représentent un véritable défi dans leur pratique et sont très enrichissantes si elles sont menées avec le recul nécessaire.

Cependant, malgré leur nécessité reconnue par les tous spécialistes, il demeure constant et la littérature existante n'a pas encore donné la réponse, que ces derniers ne s'accordent pas trop sur le comment mener à bien une démarche participative. Et au niveau de la planification, le facilitateur se pose diverses questions pour définir le type de participation et son niveau car même en tentant de respecter les clauses des termes de référence de la mission, la réalité du terrain est toute autre compte tenu des luttes d'influence et des intérêts en jeu et de la complexité des réalités locales.

Au Sénégal, la décentralisation et le désengagement de l'état devraient en principe favoriser de telles approches, mais très vite des ambiguïtés apparaissent dans leur mise en œuvre compte tenu du fait que quelques uns tentent d'utiliser ces approches pour faire le lit de récupération du pouvoir et du savoir local.

BIBLIOGRAPHIE & WEBOGRAPHIE

OUVRAGES

- **LE FONDS D'EQUIPEMENT DES NATIONS UNIES, PNUD**, (2006) *Les pratiques et les instruments de développement local en Afrique de l'ouest et leur lien avec les OMD*.
- **LEBOTERF G., LESSARD P.**, (1986), *L'ingénierie des projets de développements (gestion participative et développement institutionnel)* 4^o édition, par l'Agence d'Arc, 172 PAGES.
Synthèse des études de capitalisation des projets FENU. BENIN, BURKINA FASO, GUINEE, MALI, NIGER, SENEGAL. Edition par le FENU, 136 pages.

COURS

- **DIALLO P.-F.**, (2008), *Gestion des Projets dans les ONG*, CESAG, DAKAR, 40 PAGES
- **DIALLO P.-F.**, (2008), *L'approche Participative*, CESAG, DAKAR, 14 PAGES
- **DIALLO P.- F.**, (2008), *La Méthode Accélérée de Recherche Participative : Outil de Diagnostic et de Planification Communautaires*, CESAG DAKAR, 37 PAGES

ARTICLES ET RAPPORTS

- **AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE** (2007) *Situation économique et social du Sénégal*, 280 PAGES
- **AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE** (2008). SRSD, *Situation économique et social de la région de Saint Louis*. 107 PAGES
- **AGENCE REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DE SAINT LOUIS** (2009) *Plan régional de développement intégré de la région de SAINT LOUIS*, 180 PAGES
- **AQUADEV, PROJET SENEGAL III LOUGA** (2000) : *Document de capitalisation sur les MARP et PIPO dans la région de LOUGA*, 75 PAGES
- **GUEYE M.-B., SCHOONMAKER FREUDENBERGER K.**, (1991), *Introduction à la Méthode Accélérée de Recherche Participative MARP*, 2^o édition, 75 PAGES
- **MARP ET GESTION DES TERROIRS** (1993), *Rapport de l'atelier de formation sur la méthode active de recherche et de planifications participatives, du 30 novembre au 10 décembre 1993, (MARP)*, en collaboration avec le projet de bois collectifs de Koudougou, Burkina Faso, 138 PAGES

SITES WEB

www.memoireonline.com

www.famille.gouv.sn

CESAG - BIBLIOTHEQUE

ANNEXES

**OUTILS DE CIBLAGE, ET DE
DIAGNOSTIC DU CPMD**

Annexes I : procédés d'utilisation de quelques outils**Le plan d'action communautaire**

But poursuivi	Comment procéder ?	Exemples de questions
<p>- Aider les membres de la communauté à s'engager de façon réaliste et concrète sur la voie de la planification participative du développement.</p> <p>- Réfléchir aux ressources et à l'implication possible de chacun, la communauté prendra conscience de ses capacités et des ressources déjà disponibles.</p>	<p>Participants : - Planifier et organiser une réunion où toute la communauté est représentée, en s'assurant que l'heure stipulée convient aussi bien aux hommes qu'aux femmes et que toutes les catégories socio-économiques ont été invitées.</p> <p>- Inviter à l'avance 2 à 3 experts issus d'organismes extérieurs.</p> <p>Procédures : - Des tableaux où figurent les grandes lignes du plan plan d'actions communautaires provisoire seront préparés sur des padex.</p> <p>- Demander aux participants à débattre des ressources nécessaires pour mettre en œuvre chaque activité. Dans la 2^{ème} colonne sont inscrites toutes les ressources jugées nécessaires (terres, eau, main d'œuvre, intrants, formation, etc.)</p> <p>- Demander quelles ressources sont déjà disponibles dans la communauté et quelles ressources devraient venir de l'extérieur.</p> <p>- Dans la 3^{ème} colonne, on inscrit les groupes qui seront impliqués dans la mise en œuvre de chaque activité. Consulter le D. V. et le profil institutionnel au besoin.</p> <p>- Dans la 4^{ème} colonne, les participants sont invités à estimer la date à laquelle chaque activité de développement pourrait débiter. Les calendriers saisonniers sont utiles ici pour tenir compte des fluctuations du climat et de la charge de travail au fil des saisons</p>	<p>Quelles ressources sont-elles nécessaires pour mettre en œuvre les activités de développement proposées? En se référant aux résultats de l'analyse du contexte de développement, quelles sont les ressources disponibles dans la communauté? Ces ressources posent-elles des problèmes? Quelles sont les ressources disponibles uniquement auprès de sources extérieures?</p> <p>Quelles sont les implications pour les femmes et pour les hommes en ce qui concerne chaque ressource nécessaire? (Par ex., les activités horticoles demandent de l'eau et ce sont les femmes qui sont responsables de la collecte de l'eau)</p> <p>Quels sont les groupes qui devraient être impliqués dans la mise en œuvre des activités de développement proposées? En vous référant au diagramme de Venn et au profil institutionnel, quels sont les groupes communautaires qui pourraient appuyer ces activités? Quels sont les organisations et organismes extérieurs nécessaires?</p> <p>Les groupes sélectionnés pour appuyer les activités de développement incluent-ils des femmes? D'autres groupes marginaux? La position occupée par les femmes leur permettra-t-elle de prendre des décisions concernant leurs activités prioritaires de développement? Idem pour les groupes marginaux</p>

Le calendrier saisonnier

But poursuivi	Comment procéder ?	Exemples de questions
<p>- Explorer les changements d'activités au cours de l'année ;</p> <p>- Connaître la charge de travail en fonction des saisons ou les fluctuations des revenus au cours de l'année.</p>	<p>Participants : Groupes restreints selon le genre et le groupe socio-économique.</p> <p>Procédures : Tracer une ligne représentant une année et demander ensuite de découper l'année en saisons. Mettre une première colonne en dessous pour la pluie et demander de mettre des objets sous chaque saison selon l'intensité. - Reprendre la ligne par activité.</p>	<p>Les moyens d'existence sont-ils dans l'ensemble assez stables ou fluctuent-ils fortement selon les saisons?</p> <p>Comparez les calendriers des hommes et des femmes. A quel moment les femmes sont-elles les plus occupées? Et les hommes? Y a-t-il des moments difficiles en ce qui concerne le travail?</p> <p>Quelles sont les variations au cours de l'année en termes de disponibilités alimentaires? Y a-t-il des périodes de famine?</p> <p>Quelles sont les variations au cours de l'année en termes de travail? Y a-t-il des périodes où aucun revenu n'est dégagé?</p> <p>Quelles sont les variations au cours de l'année en termes de dépenses? Y a-t-il des périodes de grandes dépenses? Par ex., Frais d'inscription scolaire, achats d'aliments.</p> <p>Quelles relations y a-t-il entre les différents calendriers? Par ex., Revenus et approvisionnement alimentaire ou pluies et travail</p>

Le diagramme de Venn

But poursuivi	Comment procéder ?	Exemples de questions
<p>Fait ressortir l'importance des associations et institutions locales.</p> <p>- Met au clair les secteurs ayant une influence sur la prise de décision et identifier les conflits potentiels entre groupes d'intérêt.</p> <p>- Détecter les interactions entre institutions locales et celles existant aux niveaux intermédiaire et macro.</p>	<p>Participants : Groupes restreints, séparés homogènes et assez représentatives.</p> <p>Procédure : faire une liste des organisations, groupements locaux et des institutions extérieures à la commune ou au village, mais importants,</p> <p>- tracer des cercles de taille proportionnelle à l'institution (petit, moyen, grand), avec un nom ou symbole pour chacune d'elles.</p> <p>- indiquer les groupements, ... qui travaillent ensemble ou qui ont des membres. dans plusieurs de ces entités,</p> <p>- placer à l'intérieur d'un grand cercle qui représente le village, les cercles adhésifs selon le codage suivant :</p> <p>* cercles séparés / pas de contact * cercles collés / échange d'informations * cercles superposés légèrement / légère coopération dans la prise de décision * davantage superposés / forte coopération dans la prise de décision</p> <p>Les débats concernant l'influence de ces groupements seront probablement assez longs !</p>	<p>Trouve-t-on des groupements locaux qui se sont organisés autour de questions environnementales? (par ex., groupement d'usagers de la forêt, groupement d'usagers de l'eau)</p> <p>Trouve-t-on des groupes locaux qui se sont organisés autour de questions économiques? (par ex., crédit, production agricole)</p> <p>Trouve-t-on des groupes locaux qui se sont organisés autour de questions sociales? (par ex., santé, alphabétisation, religion)</p> <p>Les femmes sont-elles exclues de certains groupes? Lesquels? Pourquoi? Que perdent-elles du fait de leur non-participation?</p> <p>Trouve-t-on des groupes exclusivement réservés aux femmes? Si oui, de quoi s'occupent-ils principalement? Qu'est-ce que les femmes y gagnent?</p> <p>Les pauvres ou les marginaux sont-ils exclus de certains groupes locaux? Lesquels? Pourquoi? Que perdent-ils du fait de leur non-participation?</p> <p>Quelles relations existent entre les organisations ou groupes locaux et les institutions extérieures? (par ex., ONG, partis politiques, institutions gouvernementales)</p>

La carte des ressources

But poursuivi	Comment procéder ?	Exemples de questions
<p>Connaître une communauté donnée sur la base de ressources. Les cartes peuvent inclure :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les infrastructures (routes, maisons, constructions); - les points et les sources d'eau ; - les terres agricoles (variétés cultivées et emplacement) ; - les unités hydrologiques - les zones agro-écologiques (sols, pentes, altitudes) ; - les terres forestières ; - les terres de pâturages ; - les magasins, les marchés. 	<p>Participants : Planifier et organiser une réunion où toute la communauté et représentée, en s'assurant que l'heure stipulée convient aussi bien aux hommes qu'aux femmes et que tous les groupes socio-économiques ont été invités.</p> <p>Procédures :</p> <ul style="list-style-type: none"> - trouver un vaste espace ouvert et dégagé pour dessiner la carte. - Placer une pierre à un endroit précis pour marquer un repère central et important. - Demander aux participants de dessiner d'autres caractéristiques qu'ils estiment être fondamentaux (ne surtout pas les interrompre avant la fin). - Leur demander s'ils n'ont rien oublié. - Décrire et discuter ensemble les caractéristiques représentées (avec l'animateur.) - Demander aux participants de dessiner une carte telle qu'ils voudraient qu'elle soit dans le future. Cela permet de relever les premières idées de planification. 	<p>A quel endroit est né le village ? Dans quelle direction s'est il agrandi ? Quelles sont les ressources qui sont abondantes ? Quelles sont celles qui manquent le plus ? Quelles sont les ressources utilisées et celles qui ne le sont pas ? Pourquoi ces dernières ne sont pas utilisées ? Quelles sont les ressources qui se dégradent et pourquoi ? Qui décide de l'utilisation des ressources Le terroir dispose t elle de terres communautaires et quel est le mode d'utilisation de ces terres Quelles sont les sources d'approvisionnement de la communauté en eau, en bois, en fourrage etc. Les femmes ont-elles accès aux ressources facilement Les différentes ethnies et groupes socio économiques ont-ils accès à ces ressources</p>

➤ **Annexes II : les questionnaires**

ENQUETES DES MENAGES

- Date
- Nom enquêteur
- Nom CPMD
- Village ou collectivité.....
- Chef de ménage.....

I/EFFECITF DE LA FAMILLE

➤ Adultes

RUBRIQUES	SEXE	EMPLOI	MIGRATION
TOTAL ADULTES	Hommes	Travailleurs	Migrants
	Femmes	Chômeurs	Résidents
	TOTAL	TOTAL	TOTAL

➤ Enfants

RUBRIQUES	SEXE	SCOLARISATION	HANDICAP
TOTAL ENFANTS	Garçons	Scolarisés	Moteur
	Filles	Non scolarisés	Sensoriels
	TOTAL	TOTAL	TOTAL

➤ Ratios

EFFECTIF MENAGE	RATIO	RATIO CHOMAGE	RATIO HANDICAP

2 / SOURCES ET MONTANT DE REVENU

2.1 Production annuelle

PRODUITS	Production annuelle	Ventes	Consommations	Revenus
Riz en kg				
Mil en kg				
Sorgho en kg				
Patate en kg				
Beref en kg				
Oignons en kg				
Gombos en kg				
Lait en L				
Viande en kg				
Têtes en U				
Peaux en U				
Poissons en kg				

24 mai 2010

Bois en m 3			
Autres			
Total vente		Total revenu	

2.2 Répartition des revenus

RUBRIQUES	MONTANT ANNUEL	DEPENSE SANTE	DEPENSE SCOLAIRE	EPARGNE
AGR				
Salaires				
Autres				
TOTAUX				

Pour salaires fourchettes : de 30 000 à 50 000 de 50 000 à 75 000 de 75 000 à 100 000 et plus

3 / RESSOURCES DU MENAGE

CHEPTEL	NBRE	TERRES ET VERGERS	NBRE	MATERIELS	NBRE
Bovins					
Ovins					
Caprins					
Equins					
Asins					
Camelins					
Volailles					
Autres					
TOTAUX		TOTAUX		TOTAUX	

4 / ACCES AU SERVICES SOCIAUX DE BASE

4.1 Répartition des infrastructures

DISTANCE EN KM LIEU D'HABITATION AU PREMIER	POINT D'EAU	
	CASE, POSTE OU CENTRE DE SANTE	
	ECOLE MATERNELLE	
	ECOLE ELEMENTAIRE	
	COLLEGE	
	LYCEE	
	MARCHE	
	AUTRE	

4.2 Perception de la qualité des services sociaux

SERVICES	QUALITE			QUANTITE		
	Bonne	Moyenne	Mauvaise	Suffisante	Moyenne	Insuffisante
EAU						
SANTE						
ENSEIGNEM.						
ELECTRICITE						
ROUTES ET PISTES						

5. POTENTIALITES ET CONTRAINTES DES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITE

SECTEURS	POTENTIALITES	CONTRAINTES
Agriculture
Elevage
Pêche
Foresterie
Commerce
Autres

6. ASSISTANCE SOCIALE

COUCHES VULNERABLES	ACTIONS ENTREPRISES	BESOINS NON SATISFAITS
Handicapés moteurs
Handicapés sensoriels
Personnes âgées
Talibés
Enfants de la rue
Personnes vivant avec le VIH

7.COMMERCE ET ACCES AU CREDIT

7.1 Commerce

Avez accès à un marché pour vos produits ?

- OUI
- NON

SINON pourquoi

.....

Disposez-vous de magasins de stockage et de conservation ?

- OUI
- NON

7.2 Crédit

INSTITUTIONS DE MICRO FINANCE	TYPE DE FINANCEMENT	DOMAINES D'ACTIVITES	MONTANTS RECUS
TOTAL			

Appréciations sur les services financiers fournis :

.....

8. GENRE

ACCES des femmes et autres groupes vulnérables	ECHELLE			
	Excellente	Bonne	Moyenne	Faible
Aux instances de décision				
A la terre				
Au crédit				
Autres				

FORMAT DE DISCUSSION EN FOCUS GROUPE

- Date
- Prénom et Nom de l'enquêteur
- Nom CPMD
- Communauté rurale
- Arrondissement
- Département

I/DONNEES SUR LE CPMD

1.1/Population

Répartition par sexe		Répartition par âge	
Hommes		Adultes	
Femmes		Enfants	
TOTAL		TOTAL	

1.2 Milieu physique

SUPERFICIE
SOLS
VEGETATION
CLIMAT
AUTRES

II/ GESTION DU PARTENARIAT

1. Comment se fait le partenariat entre le CPMD et :

- Les partenaires au développement (ONG, Programmes, Projets...)

.....
.....
.....

- Qui sont ces partenaires au développement et quels sont leurs domaines d'interventions

.....
.....
.....

- Les collectivités du nord et du sud (coopération décentralisée)

.....
.....
.....

- Les services déconcentrés de l'Etat

.....
.....
.....

- L'administration centrale (sous préfecture et préfecture et gouvernance)

.....
.....
.....

2. Quelles sont les forces et les faiblesses de ces partenariats ?

- Forces

.....
.....
.....

- Faiblesses

.....
.....
.....

3. Quelles sont les atouts à exploiter pour améliorer ces partenariats et en tirer profit ?

.....
.....
.....

4. Quels sont les contraintes et les facteurs bloquants observés ?

.....
.....
.....

24 mai 2010

5. Quels sont, à votre avis, les besoins non encore pris en compte et les partenaires que vous pensez pouvoir les satisfaire ?

.....
.....
.....

III/ GESTION DE LA DYNAMIQUE ORGANISATIONNELLE

1. Existent-t-il des OCB et CC (ASC GPF APE CGS CGF CDQ etc.)

.....
.....
.....
.....

11. Quels rôles jouent-ils

a. Les Cadres de Concertation

.....
.....
.....

b. Les OCB

.....
.....
.....

2- Comment se manifestent les influences des OCB et des CC sur :

a. Les actions de développement du CPMD

.....
.....
.....

b. Les prises de décisions du Conseil Rural ou de la commune

.....
.....
.....

4- Quelles les forces et les faiblesses de leurs interventions ?

- Forces

.....
.....
.....

- Faiblesses

.....
.....
.....

5- Quelles sont les potentialités des :

- a. Les OCB

4.4 PECHES

1- Quelles sont les types d'exploitation auxquelles vous avez accès ?

.....
.....

2- Quelles sont les contraintes observées?

.....
.....

3- Quelles sont les solutions envisagées ?

.....
.....

4- Comment comptez-vous les mettre en oeuvre ?

.....
.....

5- Quelles sont les potentialités à exploiter pour développer le secteur ?

.....
.....
.....

4.5 ARTISANAT

1- Quelles sont les contraintes observées au niveau de l'artisanat dans la zone ?

.....
.....

2- Quelles sont les solutions envisagées ?

.....
.....

3- Comment comptez-vous les mettre en oeuvre ?

.....
.....

4- Quelles sont les potentialités à exploiter pour développer le secteur de l'artisanat ?

.....

V.LES SECTEURS D'APPUI A LA PRODUCTION

5.1 ENERGIE

1- Quelles sont les types d'énergie auxquelles vous avez accès ?

.....

2-Quelles sont les contraintes observées?

.....

3- Quelles sont les solutions envisagées ?

.....

4- Comment comptez-vous les mettre en œuvre ?

.....

5- Quelles sont les potentialités à exploiter pour développer le secteur de l'énergie?

.....

TRANSPORT ET COMMUNICATION

Situation des routes et pistes	Mauvaise	Assez bonne	Bonne

1- Quelles sont les contraintes par rapport aux moyens de communications et de transport?

.....

2- Quelles sont les solutions que vous envisagez ?

.....

3- Comment comptez-vous les mettre en œuvre ?

.....

VI/ LES SECTEURS SOCIAUX

6.1. EDUCATION

1- Quelles sont les contraintes observées au niveau de l'éducation?

.....

2- Quelles sont les solutions que vous envisagez ?

.....

3- Comment comptez-vous les mettre en œuvre ?

.....

4- Quelles sont les potentialités à exploiter pour développer les activités éducatives ?

.....

5. Infrastructures scolaires

ETABLISSEMENTS	NOMBRE	LOCALISATION	ETAT
Ecoles maternelles			
Ecoles élémentaires			
Collèges			
Lycées			

6.7 EMPLOI

1- Quel est le niveau du chômage ?

.....

2-Quelles sont les contraintes observées pour l'emploi?

.....

3- Quelles sont les solutions envisagées ?

.....

4- Comment comptez-vous les mettre en œuvre ?

.....

5- Quelles sont les potentialités à exploiter pour relancer l'emploi ?

.....

VII /LES CAPACITES DE DEVELOPPEMENT

1.7 Quelles sont les secteurs d'activités sur lesquelles on peut s'appuyer pour impulser le Développement du CPMD ?

.....

2.7 Quelles sont les atouts qu'offrent ces secteurs ainsi que leurs contraintes?

Secteurs	ATOUS	CONTRAINTES

2.7 Quelles sont les solutions ou stratégies à envisager pour ces secteurs

Secteurs	Solutions ou stratégies

CESAG - BIBLIOTHEQUE

Effectifs		Polarisation (Villages polarisés e)	Etat Infrastructure (état des bâtiments, abris provisoires)	Projets en cours (perspectives)	Partenaires	<u>Principaux Problèmes</u>	Solutions envisagées
Garçons	Filles						

CSAG - BIBLIOTHEQUE

TABLE DES MATIERES

	Introduction générale	1
	Problématique	4
	PREMIERE PARTIE: CADRE THEORIQUE	7
	<i>CHAPITRE I : ETUDE DES CONCEPTS ET OUTILS</i>	7
	SECTION I : ETUDE DES CONCEPTS	7
1.1	Le concept de développement	7
1.1.1	Définition générale du concept	7
1.1.2	Les caractéristiques du développement	8
1.2	Le concept de la participation	9
1.2.1	Définition de la participation	9
1.2.2	Types, formes et niveau de la participation	10
1.2.3	Outils et techniques de la participation	12
1.2.4	Forces et limites de la participation	12
1.3	Le concept de partenariat	13
1.3.1	Définition du partenariat	14
1.3.2	Les avantages du partenariat	14
1.3.3	Les formes de partenariat	14
1.3.4	Les acteurs du partenariat	15
1.3.5	Démarche pour l'établissement d'un partenariat	15
	SECTION II : ETUDE DES NOTIONS ET OUTILS DE LA MARP	17
2.1	Introduction à la MARP	17
2.2	Définitions de la MARP	17
2.3	Concepts clés de la MARP	19
2.4	Les principes de la MARP	20
2.5	Les objectifs de la MARP	21
2.6	Les types de MARP	22
2.7	Les outils de la MARP	23
2.7.1	Les outils de collecte d'information	24
2.7.2	Les outils de classification et de priorisation	26
2.7.3	Les outils de planification et d'évaluation participative	27
2.8	Les limites de la MARP	28
	<i>CHAPITRE II : CONTEXTE ET METHODOLOGIE</i>	29
	SECTION III : CONTEXTE	29
3.1	L'organisme demandeur de l'étude	29
3.2	Aperçu sur le département de Podor	30
3.2.1	Situation géographique et administrative	30
3.2.2	Contexte socio économique et répartition de la population	31
3.2.3	Données climatiques et pédologiques	33
3.2.4	Cours d'eau, faune et la végétation	34

3.2.5	L'élevage et le cheptel	34
3.2.6	Les partenaires au développement	35
3.3	Etude du profil de la pauvreté du département	39
3.3.1	Accès aux services sociaux de base	39
3.3.1.1	Accès à un point d'eau	39
3.3.1.2	Accès à une école	39
3.3.1.3	Accès à un poste de santé	39
3.3.1.4	Accès à un commerce	40
3.3.1.5	Accès une route	40
3.3.2	Niveau de pauvreté	40
	SECTION IV : LA METHODOLOGIE	43
4.1	Méthodologie générale de l'étude	43
4.2	Phase préparatoire	43
4.3	Phase de ciblage ou d'identification	44
4.4	Phase de diagnostic	47
	DEUXIEME PARTIE : ETUDE DE CAS	49
	<i>CHAPITRE III: CIBLAGE ET DIAGNOSTIC D'UN CPMD</i>	49
	SECTION V : LE CIBLAGE	49
5.1	Démarche détaillée de ciblage	51
5.2	Choix des CPMD potentiels	51
5.3	Premier tri : choix des communautés rurales devant abriter les CPMD	52
5.4	Deuxième tri : choix des CPMD	52
5.5	Choix du CPMD prioritaire	55
5.6	Choix du CPMD optionnel	56
5.7	Présentation de DOUMGA LAO	56
5.7.1	Situation administrative	56
5.7.2	Milieu physique	57
5.7.3	Milieu humain	58
	SECTION VI : DIAGNOSTIC DU CPMD PRIORITAIRE	59
6.1	Le secteur productif	59
6.1.1	L'agriculture	59
6.1.2	L'élevage	59
6.1.3	La pêche	60
6.2	Le secteur d'appui à la production	61
6.2.1	L'énergie	61
6.2.2	Le transport	61
6.3	Les secteurs sociaux	61
6.3.1	La santé	61
6.3.2	L'éducation	64
6.3.3	L'hydraulique rurale	67
6.3.4	Les groupes vulnérables	69

6.3.5	L'assainissement	70
6.3.6	Jeunesse, sport et culture	70
6.3.7	Emploi	70
6.3.8	Dynamiques organisationnelles	70
6.4	La matrice des acteurs intervenant dans le CPMD	74
6.5	Articulations des principales actions sur les OMD	76
	CONCLUSION	79
	BIBLIOGRAPHIE ET WEBOGRAPHIE	80
	ANNEXES	82
	TABLES DES MATIERES	101

CESAG - BIBLIOTHEQUE